Avec les "contrats de progrès

vernement veut

ce soient les syndicats

limitent le droit de



LA POLICE DEVANT LA PORTE DU CENTRE DE L'E.D.F. « LAOS-GRENELLE ». APRES QUE CELLE-CI AIT ETE FORCEE PAR UN BULLDOZER, LORS DE LA GREVE DU 26 NOVEMBRE.

# courrier des lecteurs



Camarades.

E viens de lire le nº 65 de L.O. Au courrier des lecteurs sont insérées une lettre et une réponse qui paraissent fort intéressantes. Elles traitent de la disparition de l'Etat et du nonautoritarisme nécessaire en société so-

En tant que marxiste je ne peux que me réjouir que vous ayez conscience de ces problèmes trop souvent écartés. Mais il serait nécessaire de clarifier ce que l'on entend par régime « transitoire » et dictature provisoire du prolétariat.

Trop longtemps il a subsisté des contreverses et malentendus à ce sujet. Pour les révolutionnaires conscients, il n'en doit rester aucun. La dictature du prolétariat qui est nécessaire, devra être effectuée par le prolétariat en armes au moyen de ses propres organismes qui sont les conseils de travailleurs ou soviets fédérés entre eux et en aucun cas par une institution séparée des travailleurs. Ces conseils devront exercer tout le pouvoir aussi bien politique qu'économique ou social. Tout révolutionnaire, si bien intentionné soit-il et quelles que soient ses capacités quand il accède à une fonction trop importante (exercice du pouvoir politique par exemple), et quand il lui paraît nécessaire de substituer à l'autorité de base, la sienne, tend à se substituer en homme d'Etat au grand détriment du communisme (voir Mao ou Staline).

La révolution russe nous montre un grand nombre d'erreurs que la révolution montante ne devra pas commettre. Citons entre autres la création d'une police d'Etat, la Tchéka, et l'écrasement par des moyens pas toujours très propres, de la commune de Kronstadt ou du mouvement maknoviste. Lénine et Trotsky, en commettant ces erreurs ont signé l'arrêt de mort de la révolution communiste (les démissions en masse du PC russe à cette époque tendraient à le prouver), et ont malencontreusement ouvert la voie au stalinisme.

Dès maintenant (si ce n'est déjà fait), tous les marxistes révolutionnaires conséquents doivent et se doivent de clarifier pour eux et pour les autres ce problème de la dictature provisoire du prolétariat et de définir clairement ce que doit être le futur état prolétarien (les théories trotskystes et léninistes me paraissent non satisfaisantes)...

M.-C. Paris-18°

Tout à fait d'accord avec ta façon de voir le « régime transitoire » de la dictature du prolétariat. Mais les « théories trotskystes et léninistes » que tu ne trouves pas satisfaisantes, ne disent rien de différent. La démocratie prolétarienne ne peut être garantie que par les ouvriers en armes, organisés dans leurs organismes de classes, conscients de leurs intérêts, et non point par « une institution séparée des travailleurs ».

Aussi, nous ne considérons ni la créa-tion de la Tchéka, ni l'écrasement de la commune de Kronsdadt comme de hautes manifestatoins de cette démocratie prolétarienne. Les bolcheviks ne l'ont pas fait non plus d'ailleurs.

Mais la révolution prolétarienne a été victorieuse en 1917 dans un des pays les plus arriérés, les plus barbares de l'Europe, dans un pays où le prolétariat numériquement très faible était noyé dans l'énorme masse des couches qui lui étaient réellement ou potentiellement hostiles. Dans un pays de surcroît, encerclé par les armées impérialistes

Les dirigeants bolcheviks savaient que laissé seul, le prolétariat russe serait irrémédiablement perdu. Ils ont mis tout leur espoir dans la victoire de la classe ouvrière européenne, allemande en particulier.

Mais jusqu'à cette victoire, il fallait tenir. Tenir alors même que le prolétariat russe commençait à se fatiguer et à se démobiliser

Et c'est à leur corps défendant et avec l'espoir que cela sera provisoire que les bolcheviks ont dû s'appuyer sur des « institutions séparées des travailleurs », sur des organismes coercitifs distincts du « prolétariat en armes ».

C'est l'échec des révolutions occidentales et l'isolement qui s'ensuivit pour le prolétariat russe qui a fait que ces organismes ont pu devenir des instruments de l'ascension d'une bureaucratie parasitaire et ses plus solides pilliers.

L'importance numérique plus grande du prolétariat occidental, son rôle prépondérant dans l'économie, sa plus grande culture font que les conditions d'une démocratie prolétarienne durant la période transitoire sont infiniment plus favorables. Pour reprendre l'expression de Trotsky parlant plus précisément des

« En réalité, le régime soviétique américain diffèrera autant du régime soviétique russe que les Etats-Unis du président Roosevelt diffèrent de l'empire russe du tsar Nicolas II. »

Chers camarades.

'Al lu dans votre dernier numéro, l'article sur le Pays Basque : « l'autonomie ne résoudra pas les problèmes des travailleurs »; cela personne n'en a jamais douté en Euzkadi, mais laisser entendre que la revendication d'autonomie est avant tout une revendication de la bourgeoisie basque est une contre-vérité, à un moment où des ouvriers, des étudiants et des paysans basques luttent et paient de leur vie l'attachement à une idée et essayent de chercher leur voie vers le socialisme.

J'ai été assez étonné de retrouver là des arguments propres au PCF ou au PCE, ces deux partis refusant par ailleurs de s'allier aux autres forces de gauche dans le front commun contre le franquisme. A titre de documentation, je vous envoie un extrait d'interview d'un militant d'ETA paru dans le numéro 84 de l'hebdomadaire Enbata du 9 octobre 1969 répondant en partie aux reproches formulés dans votre article. Je pense que vous devriez ouvrir vos colonnes aux militants d'ETA afin d'approfondir le

C'est précisément parce que « des ouvriers, des étudiants et des paysans basques luttent et paient de leur vie... » qu'il est essentiel pour les révolution-naires socialistes de l'Euzkadi de clarifier leurs idées afin que la lutte des travailleurs de leur pays ne soit pas vaine.

Or, de deux choses l'une. Ou l'on met en avant la revendication d'autonomie, c'est-à-dire celle qui précisément insiste sur la communauté d'intérêts des diverses classes nationales

basques contre l'oppression espagnole, celle qui peut trouver et trouve actuellement l'accord de toute une partie de la bourgeoisie, propriétaires fonciers et hiérarchie catholique compris ; autrement dit, on propage dans le prolétariat l'idée que ce qui l'unit à ses exploiteurs « nationaux » est plus fort que ce qui les oppose. Dans ce cas-là, consciemment ou inconsciemment, on contribue à transformer les travailleurs en piétaille pour la bourgeoisie nationale basque dans le combat que mène celle-ci contre la bourgeoisie espagnole pour le droit d'exploiter seule les ouvriers basques.

Ou alors on explique inlassablement aux travailleurs que la bourgeoisie, fusse-t-elle nationale est leur ennemi le plus mortel. Nonobstant des accords tactiques possibles avec les représentants de cette bourgeoisie « nationale ». l'objectif du prolétariat basque n'est pas de remplacer ses exploiteurs par d'autres, mais de supprimer l'exploitation. Et cet objectif implique un programme propre et une organisation propre du prolétariat, distincts et opposés à ceux de la bourgeoisie nationale.

Le prolétariat a payé très cher dans bien des pays le fait d'avoir mélangé son drapeau avec celui de la bourgeoisie, d'avoir oublié son programme pour celui de son ennemi. Et quiconque ne combat pas, en Euzkadi pour que cela n'arrive pas, n'est pas un révolutionaire socia-

Nous publions, volontiers, ci-dessus des extraits de texte d'interview que tu avais joint à ta lettre. Ils illustrent, l'on ne peut mieux, le manque de clarté que nous reprochons à l'ETA.

P.S. - Bien entendu, notre tribune libre est ouverte à la rédaction de l'Embata.

Extrait du nº 84 de l'hebdomadaire Enbata

Dans Enbata, nous avons souvent parlé de la prospérité industrielle d'Euzkadi-Sud et nous n'ignorons pas qu'un solide capital y est installé. Est-ce que, selon ETA, les capitalistes installés en Pays Basque, sont automatiquement les ennemis du peuple basque?

ETA ne définit pas l'être basque selon des critères de naissance ou de nom. Etre basque est vivre en basque, c'est-àdire défendre la culture et le peuple basques. C'est donc avant tout une question de pratique. Considérant cela, nous trouvons en Pays Basque des capitalistes d'origine basque, qui parlent l'eskuara et qui en 36 prirent position avec les forces qui entrèrent en guerre avec le peuple basque pour l'écraser...

(·····).

Mais le problème de la bourgeoisie nationale basque est tout à fait différent. Nous comprenons par là des capitalistes, cadres, commerçants basques qui veulent développer une économie capitaliste basque, c'est à-dire radicalement différente de l'économie actuelle en place, qui est une économie capitaliste aussi, mais française ou espagnole.

Cette bourgeoisie nationale est en ce moment-ci alliée aux travailleurs basques. En effet, bien que dans le système qu'elle préconise, l'oppression sociale, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme, ne disparaisse pas aujourd'hui, elle lutte contre le système actuel, lequel système en dirigeant ses intérêts par des chemins espagnols ou français brime son développement. Tant que l'oppression nationale continue, cette bourgeoisie nationale est donc notre alliée. Ce qui n'exclut pas que nous, socialistes basques, nous persévérons dans la lutte des classes jusqu'à l'avènement d'un socialisme national basque dans le socialisme international.

Chers camarades.

I-JOINT chèque de 30 F pour un abonnement de six mois à Lutte Ouvrière. Je suis militant PSU du bureau départemental et de la commission nationale agricole, délégué au dernier conseil.

J'ai été abonné à Rouge, mais je crois que les camarades de Rouge ne font pas progresser l'extrême-gauche à cause de leur sectarisme. Quelles que soient les valeurs de leurs références à des expériences telles que Castro ou Guevara, cela ne peut pas empêcher de réfléchir avec le maximum de sérieux sur l'organisation politique qu'il nous faut.

Pourquoi passer son temps à nous condamner, à nous dénoncer mutuellement, à nous accuser de réformisme, de révisionnisme, etc... Le vrai travail se fait à la base, à condition de ne pas nous empoisonner les uns les autres avec des théories.

Les théories sont construites à partir d'expériences de lutte. Menons donc ensemble des actions et nous verrons bien ce qui se vérifiera ou le contraire. Votre position me paraît juste et votre attitude réfléchie. J'espère que Lutte Ouvrière pourra aussi s'appeler un jour Luttes Ouvrières et paysannes ou bien Luttes populaires.

L.C. - Magny-Cours - 58

Nous accordons une importance primordiale à militer sur une base théorique juste. Mais nous pensons comme toi que les divergences théoriques ne sont pas un obstacle à l'unité des tendances révolutionnaires. Et nous continuons à militer pour la réalisation de cette unité.



Hebdomadaire - Paraît le mardi Prix: 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSQN

Composé par : Graphiques Gambon Imprimé par : Roto\_technic Offset Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6\*.

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F 1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F 1 an \* : 130 F

Tous les versements de fonds abonnements et soutiens diver doivent être faits au C.C.P. RODIN SON PARIS 6851-10.

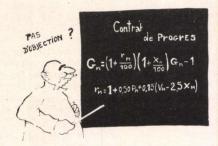
### **Editorial**

### Avec le contrat de progrès le gouvernement veut que ce soient les syndicats qui limitent le droit de grève

E gouvernement n'a pas perdu de temps. Quinze jours à peine après avoir contraint les syndicats de l'électricité et du gaz de France à interrompre en son milieu leur grève du 26 novembre, il a parachevé son succès en obtenant leur signature au bas du « contrat de progrès », rebaptisé entre temps « convention sociale », qu'il leur a proposé. Cette fois, il est vrai, la C.G.T. n'a pas marché.

Du moins pas encore, en tous cas, puisqu'elle a décidé de consulter d'abord l'ensemble des électriciens et des gaziers sur l'opportunité de signer ou pas. Mais les réactions de la fédération C.G.T., de la confédération, de Séguy lui-même ou de l'Humanité restent toujours, avec des nuances diverses, nettement défavo-

Et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a



La formule retenue pour calculer les augmentations annuelles de la masse salariale (R % = 1 % + P + H 15 (V - 2,5 X) en sachant que R représente l'augmentation de la masse salariale, P celle du produit intérieur brut, V le taux de progression des ventes d'électricité et X celui de la somme des points de coefficient du personnel) ne permet guère aux électriciens et gaziers de savoir à quoi ils doivent s'attendre. D'ailleurs l'un des syndicats signataires, la C.F.D.T. elle-même, en est à écrire que « si les agents après expérience faite portaient un jugement défavorable, la C.F.D.T. dénoncerait la convention ». Belle preuve que la C.F.D.T. ne sait pas trop ce qu'elle a signé.

Cette formule permet tout de même de pré-

dire ce qu'il n'en faut pas attendre.

Cette convention ne garantit même pas que les salaires suivront la hausse du coût de la vie. Le seul élément de la formule dans lequel se reflète cette hausse, le taux du produit intérieur brut, est en effet divisé par deux. Dans une situation où la production serait constante d'une année sur l'autre les agents de l'E.D.F. verraient au mieux la hausse des salaires atteindre la moitié de celle des prix plus 1 %.

Ce contrat de progrès se réduit donc à laisser supposer qu'en accroissant leur production et surtout leur productivité (puisque la hausse des salaires sera directement proportionnelle à l'accroissement des ventes mais inversement proportionnelle à celui du nombre d'employés) les gaziers et électriciens arriveront peut-être à maintenir leur niveau de vie.

Et la meilleure preuve en est l'application de la fameuse formule à 1970. Elle va aboutir, nous disent les journaux, à une augmentation de la masse salariale de 6,25 %. Mais la hausse des prix, officiellement a été, elle, de 6 %...

Ce n'est donc pas demain que le niveau de vie des travailleurs sera notablement changé.

Quant à l'abaissement du temps de travail dont le coût sera comptabilisé sur cette augmentation de la masse salariale - les électriciens ne doivent même pas y songer. Au rythme de 1970, pour atteindre les 40 heures (les travailleurs de l'E.D.F. vont faire 43 heures par semaine à partir de 1970), il faudrait... 30 ans. Et ceci à condition qu'ils acceptent de voir leur niveau de vie inchangé pendant ces 30 ans.

Voilà ce que C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et U.N.M.C.-U.C.T. (le syndicat des cadres) ont

accepté de signer.

Voilà pourquoi ils ont accepté de renoncer au droit de grève en s'engageant à donner un préavis de trois mois avant toute action à propos des salaires. Voilà pourquoi eux, des syndicalistes, ont approuvé ce qu'aucun législateur bourgeois n'avait osé jusque là. De Gaulle, il faut l'avouer, a bonne mine avec son préavis de cinq jours auprès de celui de trois mois des syndicats.

De la part de la C.F.T.C. cela ne nous étonne pas. De la part du syndicat des cadres non plus. Il ne suffit sans doute pas de rompre avec la C.G.C. pour rompre avec ses pratiques. Et pas davantage de F.O. dont la fédération de l'électricité vient d'être chaudement approuvée par Bergeron lui-même. Sur tous ceux-là ni les militants révolutionnaires, ni la grosse majorité des travailleurs ne se faisaient d'illusions. Le gouvernement a sifflé, ils ont accouru. C'est dans l'ordre des choses. Cela fait des années qu'ils le font. Ils ne savent sans doute pas faire

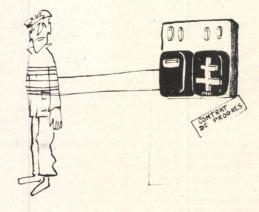
Que la C.F.D.T. se soit engagée dans la même voie étonnera peut-être davantage certains. Et d'abord parmi ses propres militants, y compris ceux de la fédération de l'E.D.F. comme semble l'indiquer la première réaction du syndicat de Paris qui a fait savoir officiellement qu'il n'était pas engagé par la signature de sa fédération.

Mais la signature de cette convention, aujourd'hui et sur les bases proposées, est en tous cas significative d'une chose : la direction de la confédération est toute prête, dans sa majorité en tous cas, à marcher dans l'opération lancée par Chaban-Delmas pour isoler la C.G.T. Elle est même prête à le faire quasiment sans contrepartie. Que patrons et gouvernants acceptent de la considérer comme un interlocuteur suffit à sa justification.

La C.G.T. pour sa part a réservé sa position et organise un référendum parmi le personnel. A la lecture des déclarations de ses dirigeants, ceux de la fédération de l'électricité comme ceux de la confédération, elle est défavorable. Aussi peut-on espérer qu'elle organise cette consultation de la base pour expliquer sa position à tous les travailleurs, dénoncer clairement cette convention et faire la preuve que les électriciens et les gaziers attendent tout autre chose et ne s'en contenteront pas.

Sinon, si ce référendum n'était qu'un aimable prétexte pour se « couvrir », c'est-à-dire pour aboutir finalement à signer après s'être fait prier et en invoquant la « volonté » des travailleurs, la C.G.T. n'irait pas seulement à l'encontre des intérêts des gaziers et des électriciens

mais aussi des siens propres.



Car ni Chaban ni Pompidou ne seraient sans doute plus tendres pour cela avec elle. Tout au plus pourraient-ils en conclure qu'il leur suffit de persévérer dans la voie choisie pour la mettre à genoux et ils ne s'en priveraient certainement pas.

La seule défense de la C.G.T., face à l'offensive anticommuniste du gouvernement, c'est au contraire d'exprimer la combativité et la volonté des travailleurs. Alors elle pourrait trouver des appuis y compris parmi les militants des autres syndicats. Et les directions de ceux-ci seraient alors en position beaucoup plus difficile pour jouer au petit jeu auquel les a conviés Chaban. Les premières réactions enregistrées au sein de la C.F.D.T. et les explications embarrassées que doit fournir la direction de celle-ci le montrent bien.

### Dans ce numéro

Huit jours de « grève sauvage » à Idéal Standard

page 4

Discussion Tribune socialiste-Lutte Ouvrière

page 5

Une société bien policière

page 8

Ce que sont les Prud'hommes

page 11

Ce monde qu'on dit

« libre »

- Attentats en Italie

— Répression contre les Panthères Noirs aux U.S.A.

— Grèce

page 12

La mine, une survivance du siècle passé

page 15

Revue de la presse d'extrême gauche

page 13





# Huit jours de « grève sauvage »

# à Idéal-Standard (Aulnay)

ENDANT huit jours, cinquante à soixante ouvriers d'Idéal-Standard ont fait grève, tenant tête à la direction, et provoquant par suite de l'intransigeance du patron, la paralysie de plus d'un tiers des fabrications et la mise en chômage technique de plusieurs centaines d'ouvriers. En fait ce fut ce qu'on appelle une grève bouchon. En effet le noyautage du département des grosses chaudières, touché par la grève, est un secteur clé dans la fonderie. S'il n'y a plus de noyaux, la fonderie s'arrête, si la fonderie s'arrête les différents secteurs d'usinage sont dans l'obligation de s'arrêter à leur tour.

Mais ce qui fut remarquable dans cette grève, ce fut son côté spontané, explosif et dur.

U noyautage les ouvriers respirent à longueur de journée des vapeurs nocives, les cadences sont infernales, beaucoup étant payés aux pièces. Par contre les salaires sont très bas, certains ne touchent que 4,30 F de l'heure. Or, la paye du mois de novembre, ne comptant que 20 jours déjà, se trouva amputée en plus des jours de grève de l'E.D.F. Et ce fut l'étincelle qui fit éclater la colère. Le vendredi 5 décembre un secteur de noyautage C s'arrête, devant l'attitude arrogante de certains cadres. La grève s'étend rapidement à tout le noyautage C.

Le lundi pas un ouvrier ne travaille au noyautage C. Peu après la fonderie C s'arrête, n'ayant aucun noyau en stock. Le chef des fabrications tente alors de dresser ceux de la fonderie C contre ceux du noyautage : « Ce sont en fait deux ou trois gars qui vous empêchent de travailler, vous voyez ce qui vous reste à faire ». Mais bien loin de dresser la fonderie contre le noyautage ces déclarations font que la fonderie se déclare solidaire du noyautage, on put même penser un moment

que la fonderie allait se mettre en grève. Mais il n'en fut rien, et c'est là qu'il faut voir l'attitude des syndicats

Au début les grévistes ne firent pas appel aux syndicats. Ce furent principalement les algériens qui organisèrent le mouvement. Les syndicats en furent très vexés et n'eurent qu'une préoccupation : faire reprendre le travail. Les membres du C.E. vinrent d'abord s'entretenir sur place avec les grévistes pour leur demander de reprendre, après quoi la direction s'occuperait de leurs revendications : 50 centimes de l'heure pour tous et 75 centimes pour les plus mal payés. Et ce fut un chœur unanime pour la reprise, C.G.C., C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Malgré cela, les grévistes restaient résolus et les provocations de la direction échouaient lamentablement. La direction finit par dire que, si les grévistes reprenaient le travail, ils auraient une réponse dés le lendemain de la reprise.

C'est sur cette base que la C.G.T. déclencha une offensive acharnée pour la reprise.

Le vendredi 12, pendant deux heures elle tenta de les persuader, passant du ton paternaliste au ton autoritaire, mais avec une seule conclusion : reprenez le travail ! Finalement c'est sans aucun enthousiasme, sans grandes illusions, avec aussi un peu d'amertume que les grévistes se décidèrent à reprendre le travail pour le 13 en attendant la réponse du lundi 15. La direction va sans doute lâcher quelques miettes car elle a été surprise et effrayée par cette explosion de colère. Ses meilleurs agents n'auront pas été ses cadres mais bien les syndicats unis contre cette grève qui leur échappait. Ils peuvent être fiers, en particulier la C.G.T., ils ont réussi à faire rentrer les grévistes. Quant aux ouvriers ils doivent en conclure que plus que jamais ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et non sur les pseudo-syndicalistes apôtres de l'ordre patronal.



### A propos de la Palestine :

### Attaque fasciste au Censier

E mardi 9 décembre des étudiants membres du « Comité de Lutte pour la Palestine » et de l'U.N.E.F. organisaient, au Centre Universitaire Censier, un meeting sur la Palestine.

Avant même le début de la réunion, un commando d'une trentaine

de sionistes, militants de l'organisation d'extrême droite Betar, faisait irruption dans la salle, armé de couteaux et de matraques.

Eli Lobel, israélien révolutionnaire et conférencier de cette réunion fut grièvement blessé à la tête tandis que d'autres étudiants étaient eux aussi transportés à l'hôpital.

Et, bien que le Betar ait démenti sa participation à cette attaque, il semble plus que probable qu'il en soit bien l'auteur, car ce n'est pas la première fois qu'il agit ainsi. Lié au parti nationaliste israélien Herouth, le Betar groupe dans son sein les éléments les plus réactionnaires de la Jeunesse Juive et a vu à la fin de la guerre d'Algérie ses rangs se grossir au niveau de l'encadrement, d'ex-O.A.S. notoires. Qu'un tel mouvement s'en prenne aux étudiants de gauche n'a donc rien d'étonnant. Mais ce qui l'est plus, c'est l'attitude de jeunes sionistes de gauche (membres du mouvement Hashomer Hatzair), présents dans la salle, qui déclarèrent se désolidariser de l'attaque, mais la justifièrent, en accusant tous ceux qui sont en désaccord avec le sionisme, d'antisémitisme. Mais cette attitude conciliante envers le Betar est finalement logique étant donné que le parti politique dont dépendent ces jeunes (parti socialiste de gauche Mapam) est actuellement membre de la coalition gouvernementale au côté... des fascistes du Herouth.

Mais l'accusation d' « antisémitisme » lancée par les sionistes contre la gauche révolutionnaire est largement reprise dans divers milieux. Europe n° l a même organisé un débat sur le thème de la recrudeşcence de l'antisémitisme dans l'université française, et la section universitaire de l'Alliance France-Israël parle à ce sujet de « psychose antisémite créée au sein de l'Université par des groupuscules... ». Le but de toute cette campagne est d'accréditer l'idée que tous ceux qui soutiennent la lutte du peuple arabe de Palestine pour le recouvrement de ses droits sont, en fait, des antisémites notoires.

Pour cela on oublie que les dizaines de milliers de jeunes qui, lors de l'expulsion de Daniel Cohn Bendit, défilèrent dans les rues de Paris en criant « Nous sommes tous des juifs allemands » étaient justement ces mêmes gauchistes qu'on accuse aujourd'hui d'antisémitisme.

On oublie aussi que tous les groupes gauchistes ont dénoncé l'antisémitisme qui règne actuellement en U.R.S.S. et en Pologne.

On oublie encore qu'un certain nombre de leaders et de militants gauchistes sont d'origine juive... ou lorsqu'on ne l'oublie pas, on déclare comme la presse sioniste, qu'il s'agit de « fous » et de « masochistes ».

Les révolutionnaires socialistes pour leur part ont toujours été à l'avant-garde de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et ils continueront à l'être. C'est d'ailleurs pourque ils ne peuvent que condamner le racisme anti-arabe sciemment entretenu par les organisations sionistes, et ils ne peuvent que combattre la politique de l'Etat d'Israël qui dénie au peuple arabe le droit à la vie.

Et ce ne sont pas les accusations les plus calomnieuses des sionistes ou les attaques physiques des éléments les plus réactionnaires de la petite bourgeoisie juive qui les détourneront de cette voie.

# Debré - Tartarin, marchand de sous-marins

« e Redoutable », « Le Terrible », « le Foudroyant », voilà les trophées dont notre ministre de la Défense nationale, M. Michel Debré fait état auprès des contribuables.

Certes, le troisième sous-

marin lance-missiles ne sera disponible qu'en 1975, mais le premier prendra la mer à la fin de 1971 pour sa première mission et le deuxième vient d'entrer dans l'eau du bassin de Cherbourg, ce vendredi 10 décembre.

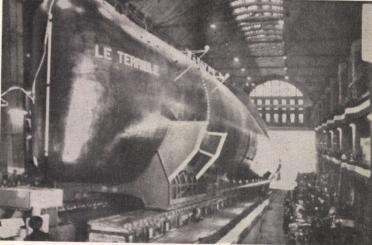
Et si M. Michel Debré ne peut offrir la quantité en la matière, en bon représentant de commerce, il sait faire valoir les qualités exceptionnelles de « notre force stratégique de dissuation nucléaire » qui « se bâtit sous nos yeux depuis dix ans ».

« Cette force n'est pas plus l'expression d'une volonté d'hégémonie que d'un neutralisme craintif. Notre ambition est d'élever notre capacité de riposte à la hauteur des périls qui peuvent demain menacer la patrie ». Que cela est bien dit!

Qu'importe si les U.S.A. possèdent dix fois plus de sous-marins nucléaires lance-missiles. Tartarin - Debré ne se laisse pas abattre par la comparaison. Les siens ne seront peut être pas nombreux, mais ils seront redoutables, terribles et foudroyants, de naissance.

Les mauvaises langues diront qu'un sous-marin nucléaire américain comme le « James Madison » est équipé de seize missiles Poséidon avec chacun une dizaine de têtes nucléaires portant à 5 000 kilomètres alors que celles du « Terrible » ne portent qu'à 2 000 kilomètres.

Elles diront aussi que les U.S.A. ont tout un réseau de sous-marins nucléaires ou classiques pour couvrir constamment



Terriblement... cher !

(Photo U.P.I.)

le sous marin lance-missiles, alors que la France n'y a pas encore pensé! Mais Debré - Tartarin ne voit-là que considérations secondaires.

Et cela ne l'empêche surtout pas de faire payer fort cher la

lance-missiles, ance n'y a pas aiş Debré - Tarque considérampêche surtout ver fort cher la note aux contribuables qui trouvent cela d'autant moins cocasse que, ridicules ou pas, les trophés de M. Debré font partie d'une panoplie de chasse dont l'humanité sera en dernier ressort, la victime.



Une salle de cinéma est prévue dans le Redoutable.



# Discussion P.S.U. - L.O.

Ci-dessous, un article d'A. Behar, responsable national du secteur entreprise du P.S.U., au nom de Tribune Socialiste.

Nous rappelons à nos lecteurs que Tribune Socialiste et Lutte Ouvrière ont entamé un débat sur les problèmes d'actualité du mouvement ouvrier révolutionnaire. Des échanges d'articles entre les deux rédactions ont déjà eu lieu (voir notamment L.O. nos 47-48-49, etc.).

La rédaction de L.O. publiera incessamment dans Tribune Socialiste sa contribution à la dis-

#### contrôle Démocratie prolétarienne de et

convergence de nos points de vue, après le débat entre TS et LO est assez claire en ce qui concerne le rôle des militants politiques dans l'entreprise, l'importance du langage à utiliser et du niveau des propositions qu'il faut faire (et nous sommes d'accord pour rejeter les phraseurs venant de l'extérieur et leurs chœurs habituels faits d'une seu-le chanson : « y-à qu'à »). Il reste à régler cette pratique sur une stratégie, elle-même liée à l'analyse correcte de la situation. Les camarades de LO pensent comme nous que nous sommes en période de montée des luttes ouvrières, et qu'il est logique de parler d'un axe de lutte spécifique à ces moments historiques, à savoir la prise de contrôle ouvrier.

Mais il reste à réfléchir sur la manière de faire des propositions de Contrôle, et surtout de répondre avec précision à la question : Qui dirige ? Qui con-

Au travers des luttes menées dans la métallurgie (Peugeot, Renault-Le Mans, Cléon, Manufrance, Snecma, etc.) comme au CEA et dans d'autres branches les premières leçons que nous en tirons confirment clairement la Théorie Léniniste du Contrôle Ouvrier : la confirmation fondamentale pour que le contrôle se prenne, c'est la démocratie Prolétarienne de Masse qui supprime la différence entre ceux qui décident et ceux qui appliquent, et préfigure ce que doivent être les Conseils Ouvriers.

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE DE MASSE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

C'est la capacité pour les travailleurs en lutte, c'est-àdire pour ceux qui ont pris conscience de la lutte de classe et de la nécessité d'agir, de prendre des décisions et de décider des moyens pour les appliquer eux-mêmes. « C'est au prolétariat tout entier à être ministre » disait Lénine sur le Contrôle Ouvrier en Avril 1917. Qu'est-ce que cela veut dire dans les entreprises?

— Le premier endroit où cette démocratie peut s'exercer

Le premier endroit ou cette democratie peut s'exercer reste le Syndicat; il nous semble qu'il est possible de se battre pour que les assemblées des syndiqués soient plus fréquentes et décident librement. Ce que nous voulons aussi, c'est que les militants politiques puissent y faire des propositions en laissant l'assemblée juge de leur validité. Cet objectif est loin d'être utopique et peut conduire à une réelle transformation des mœurs syndicales (Assemblées de base à la CFDT de l'IFP-Rueil et Rhône-Poulenc Vitry, Assemblées de syndiqués au syndicat CGT de l'éclairage).

Mais nous savons bien qu'il y a une différence entre l'état de Syndiqués et celui de travailleurs en lutte

 C'est pourquoi nous vous appelons à lutter avec nous pour la généralisation des assemblées du personnel par usine ou par atelier. Et pour de vraies assemblées où les ouvriers peuvent intervenir eux-mêmes, et où toutes les propositions sont soumises à la critique collectives

Ce n'est pas un objectif utopique, puisque de telles assemblées ont eu lieu dans des usines entières (Type Renault-Le Mans). Mais vous savez bien aussi qu'il y a des paliers variables selon la situation : si à la SNECMA-Villaroche, c'est une vraie démocratie prolétarienne (avec discussion préalable par groupes, intervention des travailleurs en assemblée), les camarades de LO de la SNECMA-Corbeil et Hispano savent bien que l'assemblée du personnel dans ces usines est encore truquée. Mais ils savent aussi qu'un tel objectif est possible au moins dans les ateliers.

De la démocratie syndicale à la démocratie prolétarienne, toutes les situations concrêtes sont possibles, et nos propositions communes ont à tenir compte de l'analyse précise de la boîte où nous sommes.

Nous tirons des derniers combats la leçon suivante : partout il est possible d'aller vers l'instauration de cette démocratie (malgré le poids des révisionnistes) simplement les situations seront variables selon le degré de combativité, le niveau de conscience, et le poids des forces révolutionnaires.

QUI DIRIGE DANS CETTE DEMOCRATIE?

C'est un fait fondamental pour nous : C'est le prolétariat lui-même et non un substitut ou ses alliés.

Soyons précis : la direction politique doit rester aux producteurs eux-mêmes. Le rôle des militants, par leurs analyses et leurs propositions, est d'aider à leur prise de conscience et à leur organisation et NON de se substituer au prolétariat. au prolétariat.

Nous refusons catégoriquement l'équation des Staliniens : Nous rerusons categoriquement i equation des Stalinlens: PCF = Classe Ouvrière, et nous refusons tout aussi durement l'illusion qui consiste à dire que le PSU = la Classe Ouvrière. Nous avons simplement à apporter la théorie à la pratique de classe, mais c'est le prolétariat qui arbitre, et si nous voulons construire le Parti-Révolutionnaire dont les masses ont besoin, c'est par les luttes de masses et non par l'autoproplamation et les déviations patities et non par l'auto-proclamation et les déviations petites bourgeoises du PCF.

De la même manière, il nous semble que le comportement envers les alliés du prolétariat (employés, certains cadres), tout en restant fraternel, ouvert, ne peut glisser vers la complaisance : c'est sur les objectifs décidés par les travailleurs en lutte que dcivent se situer ces alliés et non l'inverse (la grève des cadres à Hispano sur leurs propres objectifs ne peut être acceptée par les autres travailleurs mais en sens inverse, les quelques cadres qui ont ralliés la lutte ouvrière contre les licenciements sont les bienvenus).

— Le seul moyen d'éviter toutes ces déviations, c'est de rester intransigeant sur la représentation ouvrière : les délégués d'une assemblée ne peuvent être que responsables devant elle et révocables à tout moment.

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE DE MASSE, A QUOI CELA SERT ?

C'est pour nous, de façon absolue, la préfiguration du Socialisme. C'est la réponse à la question : qui dirige en phase de transition vers le Socialisme et comment ?

C'est aussi le moyen indispensable pour prendre le con-trôle de tel ou tel aspect de la vie de l'entreprise.

trôle de tel ou tel aspect de la vie de l'entreprise.

Nous croyons que cette assemblée, si elle est capable de prendre des décisions simples, de les appliquer ellemême et de se battre pour les défendre (ex.: contrôle des cadences à Peugeot, contrôle de la grille des salaires à Renault), peut aussi se découvrir la capacité de prendre des décisions plus difficiles (contrôle sur la production) et dans la phase aiguë du processus révolutionnaire, les décisions d'autodéfense. La lutte des ouvriers chez CODER, pour le maintien de leur contrôle sur les fiches de travail. pour le maintien de leur contrôle sur les fiches de travail qu'ils avaient décidés eux-mêmes, est exemplaire à cet

Voilà camarades, ce que cela veut dire dans la pratique, pour nous, la lutte pour la prise de Contrôle Ouvrier. Vous voyez que ce n'est pas une position abstraite ou utopique, mais un axe de lutte très précis et déjà riche d'expériences.

Le choix que nous avons fait est de refuser les controverses intellectuelles sur les Conseils Ouvriers, leur dé-bordement local, la création des Soviets, etc., mais au contraire d'engager le débat sur ce qui se fait *maintenant*, boîte par boîte en fonction des luttes; la démocratie prolétarienne de masse et la prise directe de Contrôle Ouvrier. Etes-vous d'accord sur cet axe de lutte? et sur la façon

d'en discuter ? En tout cas, c'est comme cela que nous proposons d'en débattre au sein du Courant Socialiste et Révolutionaire.

A. BEHAR

Responsable National du Secteur Entreprise du P.S.U.

### La jeunesse communiste se repolitise

OUS LES GARÇONS ET LES FILLES », le journal du mouvement de la Jeula place à L'AVANT-GARDE. Dès l'abord, l'allure change; dans l'Avant-Garde, nouvelle série, les photos de pin-ups, de vedettes ont cédé quelque peu la place aux articles politiques. Mais plus que le changement dans le contenu, ce qui est significatif, c'est le changement de titre : « l'Avant-Garde », c'est le titre qu'avait le journal des Jeunesses Communistes depuis leur fondation; un titre qui symbolise aux yeux de nombre de militants du P.C.F. les luttes de leur jeunesse, un titre qui affiche sa couleur.

Lorsque le PCF l'avait abandonné, pour adopter celui racoleur, mais politiquement O combien neutre de « Nous les garçons et les filles », il s'était justifié en prétendant qu'il voulait créer un organe de masse. Pour gagner un large public, il fallait abonder dans le sens de ses préjugés. En fin de compte il ne réussit qu'à faire un « Salut les Copains » de second ordre, sans pour cela gagner sur son public. Par contre, il réussit à dépo-

litiser un peu plus son organisation de jeunesse. Mais cela n'était pas pour inquiéter le Parti, l'esnesse Communiste est mort. Il cède sentiel était de racoler. Et puisque Claude François ou Richard Antony se vendaient bien...

Seulement ce que le Parti Communiste n'avait pas prévu en lancant « Nous les garçons et els filles », c'est la politisation ultérieure de la jeunesse qui s'est manifestée lors de l'explosion de Mai 68. Il pensait être dans le vent, mais le vent a tourné et il s'est retrouvé en porte-à-faux face à une jeunesse politisée. Et cette jeunesse qui avait bien d'autres aspirations, contrairement à ce que pensaient les plumitifs du PCF, que de se tenir au courant de la dernière mode en matière de disque, ou de la vie privée des chanteurs yé-yé s'est détournée de la J.C., y compris la Jeunesse ouvrière pour regarder du côté des gauchistes, qui avaient au moins le mérite de parler des problèmes fondamentaux, et d'oser aborder la politi-

C'est pour faire pièce aux gauchistes justement que le PCF rajuste son tir aujourd'hui et tente de revenir à une publication aux allures plus militantes. C'est ce qui nous vaut ce nouveau mensuel.

Avouez, que les Jeunesses Communistes qui le dimanche matin se retrouvaient honteux d'avoir à vendre leur journal de commérages, doivent une fière chandelle aux gauchistes!





L'ancien et le nouveau.



DANS LE MONDE

### ISRAËL :

## vers des pogroms anti-arabes?



Pour la foule déchaînée, tout arabe est une victime en puissance. (U.P.I.)

A police israélienne vient de démanteler une organisation de résistance qui s'était formée parmi les arabes de Saint-Jean-d'Acre. Cette affaire a suscité une certaine émotion en Israël car ce réseau était constitué d'arabes israéliens, c'est-à-dire d'arabes vivant en Israël depuis la formation de l'Etat juif en 1948.

Cette émotion provient du fait que, jusqu'à présent, la plupart des Israéliens avaient bonne conscience et étaient persuadés que « leurs » Arabes, contrairement à ceux des Etats d'alentour, vivaient bien, avaient la télévision, et touchaient des salaires plus élevés que ceux qui vivaient en Egypte, en Jordanie ou au Liban. De ce fait, selon eux, les Arabes israéliens ne pouvaient éprouver que reconnaissance vis-à-vis de la main qui les nourrissait.

Mais ce que ces Israéliens avaient oublié dans cette affaire, c'est que depuis vingt ans, les Arabes d'Israël, qui avaient effectivement un niveau de vie relativement élevé comparé à celui des pays arabes, souffraient d'être considérés comme des citoyens de seconde zone — salaires inférieurs à ceux des ouvriers juifs, certains emplois interdits, villages arabes sous contrôle permanent de l'armée, interdiction des organisations sportives, culturelles ou politiques de la communauté arabe, etc., — et il n'est donc nullement étonnant que ces « privilégiés » se soient placés aux côtés de leurs frères palestiniens qui s'opposent aux autorités israélien-

Mais face à cette situation, les Israéliens ne comprennent plus. Ils deviennent enragés et tout prêts à se joindre à ceux qui, à Saint-Jean-d'Acre notamment, ont voulu organiser des pogroms contre les Arabes israéliens « pour leur faire payer leur trahison ».

Vingt et un ans après la création de l'Etat d'Israël, une grande partie de la population juive du pays retrouve donc les mêmes vieux réflexes racistes et chauvins qui, dans le passé, furent à l'origine de tant de pogroms anti-juifs.

Bien sûr, les autorités israéliennes

ont jusqu'à présent évité le pire en envoyant la police calmer « les têtes chaudes », et s'interposer entre eux et la population arabe. Mais elles n'en sont pas moins les principales responsables de la situation.

Car on n'opprime pas impunément pendant plus de vingt ans tout un peuple sans un jour le voir se révolter. Car on n'excite pas la haine raciale, on n'exacerbe pas le chauvinisme dans la population juive sans risquer de voir celle-ci entraînée dans l'escalade des pogroms.

Et les socialistes israéliens qui ont couvert cette oppression sous prétexte de « sécurité », qui ont cautionné la guerre, au nom du « socialisme », portent, quant à eux, l'entière responsabilité de voir les ouvriers juifs se mettre aujourd'hui en grève non contre leurs patrons mais contre leurs frères arabes.

### LA CONFÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS IRANIENS (Union Nationale) NOUS COMMUNIQUE :

### Un étudiant iranien s'est immolé afin de protester contre les crimes de la police politique (SAVAK) du régime.

PORTEMENT éprouvé par les pressions et les mesures de restrictions exercées par le SAVAK (police politique du régime) à l'encontre de sa personne et de sa famille, notre camarade Sadegh KHOSROW-CHAHI, étudiant iranien à Istanbul (Turquie), responsable de l'Union des Etudiants Iraniens à Istanbul, s'est immolé par le feu le 8 novembre dernier, afin de protester contre les crimes du SAVAK et le régime anti-populaire iranien.

Sadegh était un militant convaincu et très dévoué du mouvement étudiant iranien. Il était parmi les organisateurs des mouvements de grèves et protestations des lycéens et étudiants en Iran, au cours de l'année 1960. Il était membre du Comité exécutif de l'Union des Etudiants iraniens à Istanbul (membre de la Confédération des Etudiants Iraniens). Son acte héroïque se produit alors que le SAVAK organise une vaste chasse aux militants et perpètre des agressions de diverses sortes à l'encontre des membres et des sections locales de la Confédération. Son acte d'immolation dénonce d'une façon éclatante la politique criminelle du régime iranien et son appareil policier, le SAVAK. Il amène une intensification de la lutte de la Confédération des Etudiants Iraniens pour dénoncer complètement et vigoureusement la nature du régime anti-populaire et repousser l'agression systématique du SAVAK. Il renforce la haine et la colère des étudiants iraniens et leur volonté de déjouer les manœuvres criminelles du régime.

Le 21 novembre, à 12 h 30, une délégation de l'Union des Etudiants Iraniens en France (membre de la Confédération des Etudiants Iraniens), composée d'une vingtaine d'étudiants iraniens, s'est rendue à l'ambassade de l'Iran à Paris, 5, rue Fortuny, afin de remettre à l'ambassadeur une lettre adressée au Premier ministre iranien, concernant la mort de Sadegh Khosrow Chahi.

Aussitôt arrivée à l'ambassade, la délégation a demandé à être reçue par l'ambassadeur ou par le chargé d'affaires de l'ambassade. Cette demande leur fut refusée sous prétexte que l'ambassade était fermée après 13 heures, que l'ambassadeur était en voyage (!) et que le chargé d'affaire était absent. La délégation décida alors de demeurer sur place jusqu'à ce qu'elle soit reçue par un responsable de l'ambassade. Quelques minutes plus tard, un commissaire de police se présenta sur réquisition de l'ambassade, signée par un responsable de l'ambassade, mais non tamponnée et l'ordre d'évacuation des locaux de l'ambassade.... Les éudiants furent alors embarqués dans deux cars de la police et conduits au commissariat central du 17º arrondissement, où l'on a procédé à la vérification de leur identité. Ils ont été gardés jusqu'à onze heures du soir.

Alors que les étudiants de la délégation était

détenus au commissariat, les résidents de la malson de l'Iran (à la cité universitaire de Paris, boulevard Jourdan), se sont réunis pour protester contre les agissements criminels du SAVAK qui ont poussé Sadegh Khosrow-Chahi à s'immoler; pour protester contre le recours de l'ambassade aux forces de la police et la détention de leurs camarades de la délégation. Cette réunion fut terminée par le vote à l'unanimité, par acclamation, d'une motion illustrant les protestations des résidents.

Paris, le 22 novembre 1969, L'Union des Etudiants Iraniens en France.

Lutte Ouvrière s'associe à la protestation des étudiants iraniens en France et à leur dénonciation des crimes politiques de la SAVAK. Car, quoique l'on puisse penser d'actes désespérés comme celui du camarade Sadegh, la responsabilité en retombe toute entière sur la police politique du Shah qui aide par la terreur un pouvoir haï à se maintenir par l'oppression et la violence contre tout un peuple.



# GRANDE-BRETAGNE

# La grève des enseignants

A grande misère de l'enseignement n'est pas un privilège réservé à la France. Depuis le 1er décembre, 4.500 instituteurs britanniques sont en grève totale pour deux semaines. Ils réclament une augmentation de salaires de 135 livres par an (soit 1.800 F), davantage de locaux, et davantage de postes d'enseignants.

La décision de cette grève, qui touche un peu plus de trois cents écoles sur l'ensemble du pays, est intervenue à la suite des nombreux mouvements de grève qui ont compté durant le mois de novembre, jusqu'à vingt-cing mille participants, dont dix mille pour la seule ville de Londres.

Le plus remarquable dans ce mouvement, est la combativité dont font preuve les instituteurs. Les Directeurs d'école, avec leur syndicat, se sont même joints au mouvement. Le corps enseignant anglais, qui persiste à se considérer comme membre des « professions libérales », qui a accepté sans mot dire jusqu'ici toutes les restrictions de la politique gouvernementale, vient de découvrir qu'avec un salaire inférieur à 1.000 F mensuels, il gagnait autant - et souvent moins - que les travailleurs manuels quelque peu méprisés jusqu'à présent.

Mais l'esprit de sacrifice des enseignants a ses limites, comme le prouve cette soudaine révolte. D'autant qu'aux salaires dérisoires des instituteurs s'ajoutent les conditions de travail que nous ne connaissons que trop en France. D'après le ministère de l'Education lui-même, il faudrait quarante mille enseignants supplémentaires pour que le nombre d'élèves n'excède pas quarante par classe dans le primaire et trente dans le secondai-

Et comme il faut économiser, au lieu de résoudre ce problème, on a licencié nombre de professeurs auxiliaires, on a même — il n'y a pas de petites économies - supprimé le lait gratuit dans les écoles.

Mais les instituteurs obtiendrontils satisfaction? Ce n'est pas certain. On peut s'étonner que leur grève, à la différence des autres grèves dans l'industrie, soit soutenue par leurs

syndicats (non affiliés au Conseil général des Trade Unions). Mais il y a un aspect particulier de la législation britannique, la loi sur la Rémunération des professeurs, qui prévoit que, en cas d'échec des négociations sur les salaires, un arbitrage forcé doit intervenir. Trois arbitres sont alors nommés, l'un par les syndicats, l'autre par les employeurs, et un président nommé par le véritable employeur, le ministère de l'Education et des Sciences. Le Secrétaire d'Etat peut ensuite modifier l'accord conclu... selon les ressources dont disposent les caisses de l'Etat!

C'est pourquoi la direction droitière du Syndicat des instituteurs a pu se fourvoyer sans trop de craintes dans ce mouvement.

Quelle que soit l'issue de ce mouvement, il aura en tout cas permis d'éveiller la conscience des enseignants qui ont toujours, jusqu'ici, refusé de se considérer véritablement comme des « travailleurs ». Et il n'est pas sans intérêt que ces nouveaux mécontents aient été prendre, de leurs propres dires, des leçons de combativité chez les métallos, les mineurs et les éboueurs.

LA GREVE DES INSTITUTEURS VUE PAR LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE! SOCIALIST WORKER (International Socialism).

La combativité présente des enseignants fut inspirée de la grève des mineurs, en partie parce qu'elle réveillait les sentiments réactionnaires de ceux qui se considèrent comme faisant partie des « professions libérales », d'une couche supérieure aux travailleurs manuels, mais aussi et surtout parce que la grève des mineurs montrait comment la combativité ouvrière et l'organisation pouvaient payer. Car les enseignants, comme les éboueurs, les pompiers. le personnel hospitalier et tous ceux qui travaillent pour un service public en général dans notre société doivent faire les frais des économies frénétiques du gouvernement pour rationaliser le capitalisme. Pourtant c'est de ces secteurs de la société que notre bien-être dépend. En particulier la transformation de l'éducation est essentielle pour l'avenir du socialis-

# Une mise en boîte difficile à digérer

MOI dans la presse britannique : on vient de retirer des magasins, pour contrôle sanitaire, tout un lot de boîtes de « corned beef » en provenance d'Ethiopie.

A cette occasion, le Daily Express du 25-11-69 a précisé que pour assurer le contrôle des conserves de viande. en provenance des 36 pays qui alimentent le marché britannique, l'Angleterre dispose de... 6 inspecteurs en tout et pour tout.

Encore les progrès ont-ils été notables en la matière : statistiquement en effet, le nombre des inspecteurs a triplé depuis 1964. A cette époque, ils étaient... 2. Il est vrai que ce gigantesque effort sanitaire avait quelque peu été aiguillonné par une épidémie de typhoïde provoquée dans la ville d'Aberdeen par du «corned beef» avarié.

Ainsi en matière de consommation populaire, ce sont les accidents, les épidémies qui tirent la sonnette d'alarme et obligent les autorités par crainte de nouveaux scandales, à prendre un minimum de précautions.

Encore ce chiffre de six inspecteurs nous laisse-t-il extrêmement rêveurs.

Combien faudra-t-il de catastrophes alimentaires pour que la protection des consommateurs devienne sé-

Un produit est mis en vente quand les entreprises ou le gouvernement ont conclu des marchés où ils trouvent leur avantage. Ceci est particulièrement vrai pour les produits d'importation. Dans ces conditions, le sanitaire, c'est la cinquième roue du carosse. Le ministre de la Santé (!)

publique de Sa Majesté, se fait quant à lui une raison : « la quantité de mauvaise viande qui parvient au consommateur ne peut être qu'infinitésimale ».

Ainsi, les éventuelles victimes de cette viande de singe ne pourraient jamais dépasser une quantité infinitésimale. Voilà qui est rassurant.

Avec un peu de chance, consommateur de corned beef, on ne te mettra pas en boîte. M. le ministre, lui, n'a pas besoin d'avoir de la chance, il a horreur des conserves.

### police partout ... en Allemagne



Les policiers allemands « s'occupent » d'un manifestant lors d'une manifestation du S.D.S. (U.P.I.)

E droit de manifester est théoriquement un des droits les plus élémentaires du citoyen dans les pays dits « démocratiques ». On sait en France par exemple, avec quel scrupule la flicaille de Marcellin respecte ce droit.

Mais en la matière, tous les Marcellin du monde se ressemblent. Et l'homologue allemand de notre ministre de l'Intérieur avait montré lors des grandes manifestations organisées par le S.D.S. avec quelle brutalité il savait Jouer de la matraque.

Et bien entendu, tout comme en France, la brutalité policière a l'excuse de la « nécessité du maintien de l'ordre ». Par contre, le manifestant qui, après tout, ne faisait gu'exercer son droit constitutionnellement reconnu et aussi le passant qui a eu le malheur de se trouver sur les lieux de la manifestation - ne peut pas s'en tirer à si bon compte.

C'est ainsi que d'après l'hebdomadaire « Der Spiegel » (3-11-69), près de 10.000 procédures d'instrucțion sont engagées en Allemagne fédérale contre des manifestants — ou des gens accusés de l'avoir interpellé en 1967 et 1968!

Et la « justice » ne fait guère de cadeaux. Les condamnations vont jusqu'à vingt-et-un mois de prison; huit mois ou un an sont relativement fréquents. L'éventail des chefs d'accusation est large : « émeute », « trouble apporté à la paix publique », « offense à fonctionnaire d'Etat », etc. Rengaine bien connue... et pas propre à l'Alle-

# UNE SOCIÉTÉ

# Réforme du code de procédure pénale



# UN MINISTRE QUI BRICOLE

PETIT à petit, l'image de la « nouvelle société » se dessine. Hardiment, nos ministres, réforment, rapiècent, innovent.

C'est ainsi que M. Pleven, garde des Sceaux, vient de présenter un projet du code de procédure pénale marqué du... sceau de l'ingéniosité. Jugez-en!

En premier lieu, la détention préventive, dont toute la presse avait récemment fait le procès s'appellerait « mise sous contrôle judiciaire », habile, non ? Mais ce n'est pas tout. Afin de démocratiser la justice, ce projet comporte des innovations d'une audace à couper le souffle. Et puis, si vous êtes condamné, vous pouvez continuer à exercer votre profession. Le soir, vous rentrerez dans votre cellule, au lieu de coucher chez vous. A moins que vous consacriez votre week-end, à payer votre « dette à la société ». Ingénieux, n'est-ce pas ?

Pour peu qu'on organise la chose il serait dès lors possible d'utiliser les prisons avec un rendement maximum. Il suffirait de regrouper dans une même cellule des détenus faisant des équipes différentes en se mettant de mêche avec quelques patrons.

Vous pourrez aussi bénéficier d'une mise en liberté « sous caution » mais pour ne pas réserver cette possibilité à ceux qui ont de l'argent, vous pourrez payer votre caution... à crédit : la détention préventive à la portée de toutes les bourses ! Et puis, ainsi on fait d'une pierre deux coups : avec l'argent des cautions, on pourra construire de nouvelles prisons. Ce qui permettrait au corps pénitenciaire de s'orienter en quelque sorte vers l'auto-financement. Présumés coupables, vous paierez vos prisons vous-mêmes.

Comme quoi on peut être chargé du destin national et en même temps bricoleur.

# divorce à l'italienne...

### Dans certains cas seulement

L'inceste par exemple,

ou la condamnation d'un conjoint à cinq ans d'incarcération.





PUIS l'an 312 de notre ère, où l'empereur romain Constantin s'était converti au catholicisme, la « Sainte Famille » Italienne était protégée et le divorce interdit. Mais le vendredi 28 novembre dernier, après 12 tentatives infructueuses répétées depuis plus d'un siècle, la loi sur le divorce est enfin passée à la Chambre italienne par 325 voix contre 283. Loi sur le divorce, certes, mais « à l'italienne ». Car si le divorce est légalisé, ce n'est

que dans 5 cas bien particuliers et bien restrictifs dans lesquels, fort heureusement... et fort malheureusement pour eux, la plupart des candidats au divorce ne se trouvent pas forcément.

Vous pouvez divorcer « à l'itaienne » :

1) Si votre conjoint est condamné à au moins cinq ans de prison ou à toute autre peine pour délit sexuel;

- 2) Si le délit de votre conjoint prouve une infirmité mentale;
- Si votre conjoint abandonne le toit conjugual ou vit séparé depuis plus de deux ans;
- 4) Si votre conjoint est hospitalisé dans une clinique psychiatrique depuis cinq ans;
- 5) Si votre conjoint, de nationalité étrangère, a obtenu le divorce dans son pays.

Comme on peut le voir, il n'y a rien de très audacieux dans cette loi qui, pourtant, représente un petit pas en avant dans les institutions italiennes.

Mais bien que la loi ait été votée par le Parlement, l'Eglise ne s'avoue pas battue. Jusqu'ici, elle avait bénéficié du « soutien » des socialistes, qui, emberlificotés dans des combinaisons gouvernementales avec les démocrateschrétiens, ne voulaient pas prendre le risque de les rompre sur l'épineuse question du divorce. Aujourd'hui, les socialistes sont hors du gouvernement, et ont donc pu voter la loi sans risques! Le journal du Vatican a, bien sûr, pris officiellement position contre la loi, et les démocrates chrétiens ont fait savoir qu'ils envisageaient un référendum auprès de la population pour faire invalider cette loi. La Constitution leur en donne le droit.

C'est gros, mais cela passe : personne n'a l'air de beaucoup s'émouvoir en voyant la très Sainte Eglise, qui pousse de hauts cris, au nom de la liberté individuelle et du respect des minorités dès qu'on porte atteinte à la liberté religieuse, partout dans le monde et surtout dans les pays de l'Est, faire preuve d'au moins autant de « totalitarisme » et vouloir

obliger par la *loi* des millions d'individus à suivre la sienne, là où elle est puissante!

Que les catholiques suivent les directives les plus rétrogrades de l'Eglise, c'est leur droit.

Mais au nom de quel droit les catholiques qui défendent l'Eglise veulent-ils donc imposer, ne seraitce qu'à une minorité de la population, des pratiques qu'elle n'approuve pas et qui ne font que lui compliquer l'existence?

Au nom du Code pénal, quand l'évangile ne suffit plus.

### LUTTE OUVRIÈRE

- LUTTE OUVRIERE n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.
- LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

# BIEN POLICIÈRE

## Sous l'égide de Marcellin

# VISAGES de la NOUVELLE SOCIÉTÉ

L serait, certes, difficile (y compris pour Chaban-Delmas) de définir précisément la « nouvelle société » ; mais une chose est certaine : ce sera une société policée.

Il importe donc de faire connaître les vertus des défenseurs de l'ordre, même si leur modestie doit en souffrir.

Voici trois exemples fournis par l'actualité.





#### L'honnête homme.

Ancien gardien de la paix, il a été révoqué pour vol, falsification de chèques, proxénétisme et port d'arme prohibée.

Il nie tout, expliquant qu'il a avoué parce que « dans un interrogatoire, ils vous font dire ce qu'ils veulent »; et pour montrer qu'il s'y connaît, il s'écrie « j'étais sorti premier au stage ».

Le tribunal le condamnera pourtant à 18 mois de prison, brisant ainsi une belle carrière.

#### Le délicat.

Parce que son amie avait permis à leurs enfants de faire un tour de manège de plus qu'il ne l'avait autorisé, ce gardien de la paix (publique, pas des ménages) entra dans une violente colère.

Affolée, la jeune femme saisit le pistolet de fonction pour en retirer les balles, mais un coup partit

Sans une égratignure, le courageux policier se précipita au commissariat chercher de l'aide et la fit arrêter.

Cinq semaines de prison préventive alors qu'elle n'a commis aucun délit, voilà qui lui apprendra à mieux choisir ses fréquentations!



#### Le courageux

Heureusement pour l'ordre public, ce gendarme, lui, pourra continuer à faire la loi.

Il avait boxé un automobiliste de 71 ans, le projetant à plusieurs reprises contre la voiture de gendarmerie.

Le vieillard, en état d'ivresse, avait accroché une voiture puis s'était arrêté. Il dormait à son volant lorsqu'il fut rejoint par le gendarme. Il eut un tympan crevé et dut subir des soins, après avoir cependant passé la nuit à la gendarmerie.

15 jours de prison avec sursis, 400 F d'amende et 3 ans de retrait du permis de conduire pour l'automobiliste; un mois de prison avec sursis, 500 F d'amende (peines amnistiables) pour le gendarme, qui, selon le tribunal, « avait fait preuve de malignité et de cruauté ».

Comme disait un commandant de CRS à la radio : j'aimerais qu'on parle moins des manifestations, et plus de la police de la route

# et à la française

BIEN sûr, devant cette situation, la presse et l'opinion française ne se sont pas fait faute d'ironiser sur la « modernisation » de la législation italienne concernant le divorce. Et à juste titre. Il y a de quoi rire. Mais pour rire, point n'est besoin de passer les Alpes. Il suffit de fouiller un peu dans la législation française sur le même sujet. Et comme nous allons le voir, nos voisins n'ont pas grand-chose à nous envier.

La France, pays « évolué », permet le divorce. Mais les obstacles sont de taille.

Si pour se marier, il suffit du consentement mutuel des deux partenaires et de quelques formalités, pour divorcer il faut engager un véritable procès. Si les deux époux sont d'accord pour se séparer, cela ne suffit pas. Il faut que l'un accuse l'autre d'un délit (adultère, injures, etc.) même s'ils

n'ont rien à se reprocher sinon qu'ils ne veulent plus vivre ensemble. Le divorce par consentement mutuel est interdit. Comme aiment à le rappeler les professeurs de droit : « Ce n'est pas un homme et une femme qui se marient, mais un homme, une femme et un juge! ». Les destinées d'un couple... le dépassent.

Le premier résultat est que le divorce coûte cher, et que ceux qui n'ont pas les moyens ne peuvent pas y avoir recours. Cela est d'autant plus cher que la procédure de divorce est la plus longue de toutes : avant d'entamer le véritable procès, les époux doivent se soumettre à une procédure de « conciliation », qui la plupart du temps ne concilie rien du tout (quand on décide de divorcer c'est en général mûrement réfléchi) et qui se borne à fixer des mesures provisoires sur le domicile, la pension alimentaire, la garde des enfants et le droit de visite. Cette procédure coûte du temps et de l'argent supplémentaire.

D'autre part, le conjoint doit invoquer des griefs contre l'autre, et les prouver. On ne peut invoquer n'importe quels griefs : il ne peut s'agir que d'adultère, de condamnation « afflictive ou infâmante » (peine supérieure à 5 ans), ou des injures « graves ». C'est là que la procédure se transforme en

mascarade. En général, les avocats ou les avoués recommandent à leurs clients d'inventer ces injures. Ils s'échangeront des lettres d'injures contenant les clauses de style nécessaires, à tel point qu'on lira par routine dans les requêtes : « ... C... V ... S ... », c'est-à-dire « Con, vache, salope... » qui constituent les injures reconnues comme valables comme motif de divorce. Il n'est pas rare de devoir pousser la vraisemblance jusqu'à reconstituer des scènes de ménage avec témoins, etc... Les témoins sont essentiels, car, contrairement aux. autres procès, l'aveu ne suffit pas. Si le mari ou la femme « avoue » de bonne grâce avoir injurié, avoir commis un adultère, etc., il faut malgré tout des preuves. Un Deveaux peut être condamné sur simples aveux, mais un couple ne pourra jamais divorcer sur ses aveux.

Enfin, il est un cas où le divorce est à coup sûr rejeté : celui où l'un des conjoints est fou : le divorce étant un véritable procès, la logique judiciaire veut qu'on ne puisse pas attaquer quelqu'un qui est « irresponsable » de ses actes..., ce qui par contre dans d'autres pays est un motif suffisant de divorce.

Comme on voit, la « liberté » des couples est assez sérieusement entravée dans la France « démocratique ».



Le pape, un spécialiste de la question.

### Les travailleurs en lutte

S. N. C. F. (Boulogne)

# 8 jours de grève contre les mutations

APRES une grève d'une semaine, les cheminots de l'arrondissement Exploitation de Boulogne ont repris le travail mercredi 28 novembre. Cette grève, bien qu'elle n'ait pas eu le succès de celle des roulants est tout de même significative du mécontentement des cheminots.

### Détachés du jour au lendemain

Le jeudi 20 novembre dans la soirée, dix cheminots recevaient leur ordre de détachement : ils devaient prendre leur service le lendemain, à 6 heures à Dunkerque.

Mais ce petit incident n'a été que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres et les motifs de cette grève sont beaucoup plus profonds.

Tout le monde sait que la S.N.C.F. est en pleine réorganisation et que d'ici deux ans, on devrait réduire les effectifs de cinquante mille agents.

A Boulogne, on a déjà supprimé beaucoup de monde, mais ce n'est, paraît-il, qu'un début. Deux cents cheminots doivent encore disparaître. A l'annonce de cette nouvelle, avant les vacances, on parlait de faire grève, mais les syndicats étaient intervenus auprès de la Direction régionale. Un accord avait été conclu en juillet; les syndicats acceptaient la chose contre le fait que la Direction s'engageait à observer un préavis de trois semaines pour le détachement des agents.

Vendredi matin 21 novembre, la grève était donc totale sur tout le secteur. La reprise ne s'est effectuée que huit jours plus tard, sur la demande et la pression des syndicats, malgré la volonté des cheminots de poursuivre la lutte.

#### La nécessité d'étendre la lutte

Pour beaucoup, c'est la déception, surtout en ce qui concerne l'attitude des directions syndicales. Leur seule préoccupation a été, en effet, d'éviter une généralisation du conflit en engageant des discussions avec la direction et en faisant le silence complet sur le mouvement. Il a fallu attendre le lundi 24 pour avoir droit à un tract dans les autres secteurs de la région Nord, relatant l'échec de l'entrevue du dimanche avec le directeur de la région et son intransigeance : il avait mis à la porte les représentants syndicaux en proférant des menaces à l'encontre des grévistes.

A noter que la palme revient sans doute à la C.F.D.T. qui a désavoué ses militants de Boulogne.

Les organisations syndicales portent donc de lourdes responsabilités dans l'issue du mouvement, car si les cheminots de Boulogne n'ont pas réussi à faire reculer la S.N.C.F., ce n'est pas leur détermination qui faisait défaut. Ils ne se sont pas laissés intimider par les menaces de la Direction. Mais ils ne pouvaient vaincre seuls. Et encore une fois, on a tout fait pour laisser un secteur se battre seul.

Empêcher la suppression de cinquante mille cheminots, l'aggravation des conditions de travail, les mutations, les détachements, etc., les roulants ne l'ont pas pu, l'Exploitation de Boulogne non plus, les employés des C.R.M. à Paris, qui ont manifesté et débrayé ces jours-ci, pas davantage. Comme les roulants et les autres, ceux de Boulogne ont pourtant montré que les cheminots n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Ils leur restent à apprendre à contrôler eux-mêmes leur combat et à unir les forces des différents secteurs et des différentes catégories.



Lui aussi était concerné par la grève de Boulogne et aurait dû être informé, car tous les cheminots, quel que soit leur secteur, sont menacés par la compression des effectifs.

### HEURTEY (Paris-17e)

# Tripatouillages pour la cantine

Heurtey la cantine a une gestion mixte, c'està-dire que le gérant qui s'occupe des commandes a le statut du personnel Heurtey tandis que le reste du personnel : les serveuses, les plongeurs etc, sont employés du C.E. et payés par lui. Le C.E. a une commission-restaurant qui doit contrôler les achats effectués par le gérant (prix, nombre et qualité).

Les syndicats, C.G.T. (3 délégués au C.E.), C.F.D.T. (3 délégués au C.E.) et C.G.C. (1 délégué), créés après mai 68, ont depuis cette date le contrôle de la cantine.

Or depuis le début la C.G.T. n'a cessé de manœuvrer pour obtenir une gestion « effective » du restaurant par le C.E.

### Pour une société commerciale

Début 69, elle a commencé à parler de « société commerciale » qui gérerait mieux la cantine, et les bruits se faisaient tellement insistants et précis (on envisageait de supprimer, c'est-à-dire de « licencier » du personnel) que les employés du restaurant se sont inquiétés. Ils se sont alors réunis (mi-avril) et sont allés tous ensemble, gérant en tête, bien qu'il ne soit pas concerné, porter leurs revendication au CE. Ils voulaient devenir personnel Heurtey! Car ils estimaient avoir ainsi moins de chance d'être licenciés à court terme, et d'autre part ils espéraient obtenir des avantages qu'ils n'avaient pas en tant que personnel du CE, tels que le 13° mois, les congés maladie, les primes d'ancienneté (avantages Heurtey). Ils pensaient même obtenir plus facilement de Taranger, le PDG, des augmentations de salaire. Celui-ci ne venait-il pas d'accepter qu'aucun salaire ne soit inférieure à 1 000 F à la SA Heurtey, tandis que les salaires des serveuses restaient stationnaires à 700 F.

#### Le gérant en accusation...

La CGT effrayée par l'attitude des employés du CE, recula très vite. Il n'était plus question de société commerciale et il fut promis qu'aucun licenciement n'aurait lieu dans l'immédiat, mieux, le CE généreusement octroya les avantages Heurtey au personnel du restaurant assortis d'une augmentation de 3 à 5 % des salaires.

Pendant un certain temps on n'entendit plus parler du côté de la CGT de société commerciale ou de gestion effective. Pourtant l'idée continuait à trotter dans les petites têtes de bureaucrates car à la rentrée de Septembre à nouveau, la CGT parlait sous le manteau de « la cantine qui posait des problèmes », de « la gestion qui était mauvaise » et de... « sociétés commerciales ». Mais, cette fois-ci, elle axait son attaque contre le gérant.

Le raisonnement était simple. Il suffisait de démontrer que la gestion du gérant était mauvaise, de demander ensuite son licenciement à la direction et par la même occasion d'obtenir de celle-ci la gestion effective du restaurant.

Le plan bien établi, la CGT se lança à fond dans la bataille. Un volumineux rapport sur les petits pois en trop, les maquereaux au vin blanc trop anciens, et les comparaisons entre le poids des beefsteack et le poids de la viande achetée, fut constitué.

### ... Mais dans l'impossibilité de se défendre

La dessus le gérant passa devant le tribunal de la commission-restaurant. Un tribunal, qui au niveau des méthodes n'a rien à envier aux tribunaux bourgeois.

A chacune des accusations des petits juges, le gérant avait une réponse qu'il essaya d'abord de donner oralement, mais il ne fut même pas écouté. Il rédigea alors une réponse manuscrite à chacun des points du rapport du CE et demanda aux délégués de le taper pour qu'il puisse le diffuser et que sa version soit connue du personnel. Mais ceux-ci, comme par hasard, se trouvèrent dans l'impossibilité d'accéder à sa demande et de résoudre ce petit problème matériel.

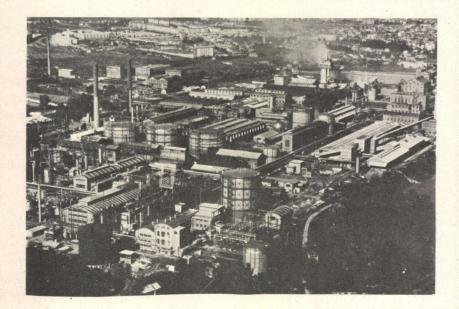
Et pendant que la CGT diffusait par tract quelques extraits de son rapport (somme toute, pas très convaincants), quelques bonzes faisaient courir, sous le manteau les pires calomnies sur le gérant.

Mais pour l'instant, le personnel Heurtey est loin d'être hostile au gérant. Il ne comprend pas trop ce qui se passe, sinon qu'il y a des manœuvres assez louches là-dessous et que les syndicats devraient dépenser leur énergie à des tâches de défense des salariés.

(Correspondant L.O.)

A.P.C. - O.N.I.A: (Toulouse)

### Une entreprise de démobilisation



l'A.P.C., trois semaines après la manifestation du 18 (voir L.O. n° 65) aucune perspective n'est donnée par les syndicats pour continuer la lutte contre les licenciements (425 prévus). A la place d'un programme d'action, les syndicats recommencent leur ballet habituel : du cabinet du préfet à l'antichambre du ministre. Dimanche 30, ils sont allés voir Giscard d'Estaing qui se trouvait à Toulouse, il a promis une entrevue avec le secrétaire de cabinet du Premier ministre... Au cours de l'assemblée générale du 28, 400 travailleurs s'étaient prononcés pour accompagner la délégation qui devait aller voir Giscard. Mais les délégués expliquèrent que ce n'était pas la peine car 400 travailleurs, cela ne faisait « pas assez le poids ». Il vaut sans doute mieux 12 délégués...

Malgré tout, à cette même assemblée générale, des travailleurs ont exprimé clairement qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les licenciements dont les premiers devraient avoir lieu le 16 décembre.

(Correspondant L.O.)

### Questions syndicales

### Ce que sont les Prud'hommes

L'article ci-dessous a été rédigé par la commission syndicale formée au sein de la rédaction de Lutte Ouvrière par des camarades plus particulièrement qualifiés sur les questions syndicales.

Cette commission répondra désormais régulièrement dans ces colonnes aux problèmes qui se posent aux militants révolutionnaires dans leur activité syndicale (tactique à l'intérieur des syndicats, utilisation de la légalité, etc.) et qu'un certain nombre d'entre eux nous ont déjà posées d'ailleurs, comme par exemple celui des possibilités offertes par les prud'hommes, que nous traitons aujourd'hui.

OMME tous les trois ans en novembre, les élections des Prud'hommes viennent d'avoir lieu pour le renouvellement de la moitié des Conseils, chaque Prud'homme étant élu pour six ans.

Une fois de plus, ces élections se sont déroulées dans l'indifférence, quand ce n'était pas dans l'ignorance générale. Un tel désintérêt a des causes multiples, bien sûr, mais il est regrettable. Car les Conseils, s'ils ne peuvent remédier à la situation des travailleurs, présentent cependant certains avantages. Ils constituent un moyen de défense pour les ouvriers, certainement aussi important que le sont les autres organismes paritaires : Comités d'Entreprise, Inspection du travail, etc... C'est un des moyens légaux dont disposent les travailleurs pour défendre leurs droits, mais c'est celui qu'ils connaissent le moins et qu'ils emploient trop rarement.

### Une institution boudée par les patrons

Composés d'un nombre égal de patrons et de salariés, les Conseils de Prud'hommes sont chargés de juger les différents conflits « individuels » qui interviennent entre employeurs et employés. Par nature donc, ils prétendent défendre aussi bien les patrons que les ouvriers. En fait, la majorité des causes qui passent en Prud'hommes défendent des salariés contre les abus et les illégalités commises par des patrons. Peu de patrons, en effet, attaquent devant les Prud'hommes, pour la raison bien simple que rares sont les cas où l'ouvrier a pu outrepasser la loi et que dans ce cas le patron a la plupart du temps d'autres moyens plus rapides à sa disposition pour se débarrasser d'un ouvrier.

Les Conseils n'existent pas partout. Leur nombre est évalué à environ deux cents dans tout le pays. Il y en a, là où un décret préfectoral les a institués sur demande des municipalités.

Depuis 1958, ils sont réglementés comme suit :

Chaque Conseil comprend un nombre pair de membres, pour la moitié patronal et la moitié employé. Suivant leur importance, ils se subdivisent en sections et catégories par branches de métier (sections des professions industrielles ou commerciales ou agricoles, etc., catégories des ajusteurs, chaudronniers, etc.).

La charge de conseiller prud'hommal est gratuite. Seuls des permanents techniques, en général un secrétaire, sont adjoints par le département et touchent une rémunération.

Chaque année, le Conseil élit un président, alternativement choisi parmi les représentants patronaux ou les représentants employés.

#### Un suffrage restreint

Qui élit ces Prud'hommes ?

En apparence la loi est libérale; mais les conditions exigées pour être électeur suffisent en fait à écarter la grosse majorité des travailleurs des élections:

1) Il faut être inscrit sur une liste électorale politique, c'est-à-dire avoir 21 ans, être Français, etc., ce qui est loin d'être le cas pour tous les salariés. Par cette condition, tous les ouvriers qui sont étrangers ou jeunes (conditions qui suffisent pourtant pour travailler et la plupart du temps précisément à la production dans les conditions les plus mauvai-

ses) se voient retirer la possibilité de se faire directement représenter aux Prud'hommes.

2) Il faut avoir travaillé pendant trois ans, apprentissage compris, dans une profession et pendant un an au moins, dans le ressort du Conseil.

3) Enfin, pour ceux qui franchissent ces obstacles, il faut encore s'être fait inscrire sur des listes spéciales, ce que tout le monde ne sait pas. Handicap supplémentaire, le laps de temps accordé pour s'inscrire étant très court, en général vingt jours en mars de chaque année, alors que les élections, elles, ont lieu en novembre.

#### Une indifférence explicable

Prenant prétexte du peu de participation au vote, le gouvernement, premier responsable de cette situation, menace de temps à autres de remplacer les élections par des nominations pures et simples. Mais ces menaces ne sensibilisent guère les travailleurs qui, en général, ne sont même pas au courant que les élections ont lieu. Seule la C.G.T. y est sensible et tente d'y répondre en faisant de la propagande au moment des élections dans les municipalités. Elle est d'ailleurs bien la seule, jusqu'à présent.

Pour être éligible, les conditions sont encore plus strictes. Il faut avoir 25 ans et avoir travaillé dans le ressort du Conseil dans une même profession pendant trois ans et avoir fait acte de candidature par lettre à la Préfecture, huit jours avant le scrutin.

Les scrutins ont lieu par Conseil et par liste. La majorité des candidats ouvriers sont présentés par les syndicats.

Dans ces conditions, on comprend l'indifférence qui entoure ces élections. Pour qu'il y ait une réelle participation des salariés, ces élections devraient avoir lieu dans l'entreprise, là où les gens travaillent et pour voter, la présentation d'un bulletin de paie devrait suffire.

#### Des possibilités inutilisées

Le peu de bruit fait autour de ces élections est significatif mais il est relativement peu grave. En effet, les sièges sont malgré tout pourvus et les Conseils des Prud'hommes fonctionnent.

Ce qui est infiniment plus grave, c'est le manque de propagande faite sur les possibilités de recours en Prud'hommes. La C.G.T. qui s'agite un peu autour des



(Photo L.O.)

élections, rechigne à l'idée de se servir des Prud'hommes. On voit rarement des délégués pousser un travailleur à attaquer son patron. C'est un tort. Les patrons jouent précisément sur le fait qu'ils restent impunis et que sur cent illégalités commises par eux, un seul travailleur aura le front d'attaquer. Certes, les Conseils ne sont pas des organismes ouvriers qui défendront coûte que coûte les salariés, mais ils peuvent au moins obliger les capitalistes à respecter leur propre loi. Bien sûr, les gros, les Renault, les Rhône-Poulenc, peuvent se payer le luxe de respecter les lois et ce sont rare-

ment eux qui seront assignés en Prud'hommes. Bien sûr, les condamnations ne sont jamais catastrophiques pour les patrons. Pourtant, qu'un travailleur les oblige à passer devant le tribunal, cela peut les faire réfléchir. Et si tous les travailleurs se donnaient la peine de poursuivre les patrons dès qu'une illégalité est commise, il y aurait certainement sur-le-champ des milliers de patrons condamnés. Ce qui obligerait le patronat à y réfléchir à deux fois avant de commettre une illégalité.

(Commission syndicale L.O.)

### L'Etat rogne sur la pension des vieux travailleurs

POUR bénéficier d'une pension vieillesse au taux maximum: 40 % du salaire cotisé — une des conditions requises c'est d'avoir cotisé pendant 120 trimestres (30 ans) sinon le montant de la pension est amputé de la fraction des trimestres manquants.

Mais depuis quelques années, certains assurés arrivent à l'âge de 65 ans — condition également nécessaire pour avoir droit au taux maximum de 40 % (sauf en cas d'inaptitude) — avec plus de 120 trimestres de cotisés, voire 150 trimestres dans bien des cas. Or, rien n'est prévu pour revaloriser la pension dans ce cas-là, en fonction des trimestres supplémentaires cotisés. Il y a bien eu de vagues promesses de deux anciens ministres

des Affaires sociales, pour donner une réponse équitable à ce petit problème comptable d'assurances. Mais jusqu'à maintenant, rien.

Cela est d'autant plus scandaleux que beaucoup d'assurés, faisant confiance à la Sécurité sociale, avaient effectué le rachat, c'est-à-dire le paiement, de leurs cotisations pour la période facultative du 9-7-1930 au 31-12-1946!

Et pas question de demander sa retraite à 60 ans, bien qu'on ait ses 120 trimestres de versés; à moins d'accepter l'abattement de 4 % par année manquante entre 60 et 65 ans (dans ces conditions à 60 ans le taux de pension est de 20 % du salaire cotisé).

Il n 'y a vraiment pas de petites économies pour l'Etat.

# Ce monde qu'o

U. S. A. :

# La répression contre les Panthères Noires

e 8 décembre, 300 flics ont attaqué le siège des Panthères Noires à Los-Angeles (Watts). La bataille a duré 5 heures. Au cours des fusillades, 3 policiers et 2 militants noirs ont été blessés. Déjà, la semaine d'avant, la police de Chicago avait assassiné 2 Panthères au cours d'une attaque du même genre.

est victime la population noire dans son ensemble. De cela, la grande presse ne parle pas. Ainsi, elle cache le fait que la répression contre les militants noirs n'est que l'aboutissement de décennies de répression contre les poirs dans leur ensemble.

noirs dans leur ensemble. Cela n'empêche pas les Panthères de grandir et d'étendre Le seul soutien que les Panthères Noires aient trouvé parmi les Blancs vient des étudiants, de quelques libéraux et des « gauchistes » sans influence sur la classe ouvrière.

Pourtant travailleurs noirs et blancs auraient la possibilité de mettre fin à de telles atrocités s'ils se battaient ensemble. La base d'une telle solidarité existe incontestablement.

Ce sont les mêmes flics, le même Etat policier qui assassinent les militants noirs et qui matraquent les piquets de grève (comme à la General Electric récemment).

Mais les Panthères Noires ne s'adressent pas à la classe ouvrière (sauf localement, quelques sections) et les « gauchistes » et « la gauche » ne s'orientent pas sérieusement vers les usines.

Dans ces conditions, si le terrorisme policier du gouvernement
U.S. contre les Panthères ne parvient pas à exterminer les militants noirs, le gouvernement est
prêt à exterminer des couches de plus en plus nombreuses
de jeunes noirs qui se lèvent pour
prendre la place de leurs camarades assassinés, emprisonnés
ou en exil.

Ces nouveaux dirigeants ont fréquemment 19 ou 20 ans. Les jeunes militants dans les ghettos commencent à apprendre à manier les armes à 14 ou 15 ans. Ils sont vraiment désespérés et préféreront mourir les armes à la main que de se soumettre à l'oppression qui les attend.



Deux flics américains et leur trophée de chasse.
(Photo U.P.I.)

Raids, assassinats, emprisonnements, provocations: Il s'agit d'un plan mûrement préparé et froidement exécuté. Edgar Hoover, chef du F.B.I. n'a pas mâché ses mots: « Les Panthères Noires sont le groupe révolutionnaire le plus dangereux aux U.S.A. ». C'est pourquoi, le gouvernement américain a décidé de détruire par tous les moyens cette organisation.

Dans les deux dernières années, les flics ont assassiné 28 Panthères et en ont emprisonné des centaines sous des fausses accusations. Certains sont en exil.

Cette véritable guerre civile se déroule sur un arrière-fond de brutalités, d'insultes quotidiennes, d'arrestations illégales dont

leur influence. Même une vieille organisation conservatrice comme le N.A.A.C.P. a demandé qu'on mette un terme à ces lynchages

### Attentats en Italie :

# Une fraction de la prépare à la dict

ILAN et Rome quadrillés, arrestations, perquisitions dans les milieux dits « extrêmistes », et tout cela avec l'appui d'une opinion publique particulièrement sensibilisée par l'horreur de l'attentat et par le nombre élevé des victimes : voilà les premières conséquences des meurtrières explosions de Rome et de Milan. Elles ne sont pas les dernières.

#### L'Italie en crise...

Mais surtout, dans le contexte politique actuel en Italie un tel attentat va trop dans le sens de ceux qui réclament un renforcement de « l'ordre », au besoin par une dictature militaire, pour ne pas penser à une provocation perpétrée par l'extrême droite. Et c'est précisément ce contexte politique qui donne à l'attentat un relief particulier.

Depuis plusieurs mois, l'Italie vit une crise sociale grave marquée par une succession de grèves d'une ampleur exceptionnelle, par des manifestations, par des affrontements violents entre les travailleurs ou les étudiants et les forces dites de l'ordre. La bourgeoisie italienne a d'autant plus de mal à faire face à la crise sociale qu'elle coïncide avec une crise politique apparemment insoluble dans le cadre p arlementaire. Ou plus exactement, la seule solution dans ce cadre qui soit plus stable que les éphémères combinaisons gouvernementales qui servent d'expédients depuis le début de la crise, la seule solution aussi qui puisse avoir une certaine efficacité serait un gouvernement de gauche avec la participation du Parti Communiste Italien.

Mais rien n'indique que la bourgeoisie soit prête à lever l'interdit qui pèse sur le P.C.I. et l'accepte comme parti gouvernemental, tout indiquerait plutôt le contraire. Non seulement elle est loin d'être persuadée que le Parti a totalement rompu ses liens avec Moscou, mais surtout, elle a toutes les raisons de penser que faire appel au P.C. constituerait une solution peut-être efficace, mais chère.

Les liens étroits que conserve le Parti avec la classe ouvrière seraient certainement un atout pour ramener le calme social. Mais pour l'instant, la bourgeoisie n'a aucune garantie que, précisément pour ne pas perdre cette base ouvrière, le P.C. ne soit amené à faire des concessions aux travailleurs. En somme, aux yeux de la bourgeoisie il manque encore au P.C. deux choses pour être un parfait gérant de ses intérêts — ce qu'implique la participation au gouvernement — à savoir n'admettre qu'elle comme patron et coûter moins cher.

Or, l'exclusion du P.C.I. des combinaisons gouvernementales rend la formation d'un gouvernement stable, issu du parlement, rigoureusement impossible.

# La tentation d'une dictature militaire...

Et il n'est pas étonnant dans ces conditions que toute une partie de la bourgeoisie cherche des solutions ailleurs, hors du cadre du régime parlementaire. Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, apparement, elle ne peut pas opter dans le contexte actuel pour le bonapartisme, type gaullisme car il lui manque l'homme providentiel susceptible de jouer l'arbitre entre les forces opposées et accepté comme tel.

Reste la dictature militaire.

Un journal anglais avait publié récemment des révélations concernant des rencontres qui auraient eu lieu entre militaires italiens et militaires grecs. Rencontres « d'études » en somme où les seconds auraient partagé leur expérience en matière de coup d'Etat réussi avec les premiers.

Mais plus encore que ces révélations — qui prouvent en tout cas qu'un coup d'Etat militaire n'apparaît pas comme une aberration, pas même à la presse bourgeoise « sérieuse » — c'est le contexte politique général qui donne toutes les raisons de penser que toute une partie de la bourgeoisie

### VIETNAM:

### Un beau titre de gloire!

NIXON a trouvé le moyen de battre un record dans sa conférence de presse du 8 décembre. Après avoir reconnu qu'il y avait « certainement eu massacre » à Song-My, M. Nixon a ajouté : « si nous examinons l'autre face de la médaille (!), nous constatons que 1.200.000 américains ont été envoyés au Vietnam, dont 40.000 ont donné leur vie. D'une façon ou d'une autre, ils ont pratiquement tous apporté une aide à la population sud-vietnamienne. Ils ont construit des routes et des écoles, des églises et des pagodes... ».

Cela à propos d'un pays martyr comme le Vietnam où chaque

habitant est tôt ou tard présumé Vietcong, où des centaines de milliers d'assassinats purs et simples ont eu lieu, alors que des milliers de tonnes de bombes et de napalm ont dévasté, écoles, hôpitaux, habitations et récoltes. Quant aux 40.000 Gl's tués au Vietnam par la volonté des Nixon et consort, ils sont à mettre eux aussi sur la liste des victimes de l'impérialisme.

Il reste à M. Nixon à déclarer que la guerre du Vietnam n'a été qu'un simple « incident » — comme il vient de le dire à propos des massacres « découverts » récemment — et il pourra briguer et gagner une autre « médaille », celle du cynisme !



Consulte-t-il la liste des 40.000 G.l.'s. morts aux Vietnam ? (Photo U.P.I.)

# FRANCE: DES EXPERTS

amedi dernier, au cours d'une émission matinale consacrée au massacre de Song-My, Radio-Luxembourg a fait appel à deux experts incontestés des guerres coloniales, les généraux Massu et Salan.

Massu, le « vainqueur de la bataille d'Alger », comme le qualifia obligeamment le journaliste de R.T.L., déclara sans rire qu'il ne pouvait s'agir que d'un cas de folie, comme on en voit parfois à la guerre. Merci du diagnostic. Nous savons désormais de quels troubles souffrait le capitaine Massu, qui se vantait, en 1945, de ne jamais sortir d'une maison allemande sans y avoir mis le feu, et le général Massu, quand il expérimentait, sur lui-même, afin de montrer que ça-ne-faisait-pas-si-mal-que-ça, la « grosse Gégène »,

# n dit "libre"!

# I bourgeoisie se ature militaire

La méthode utilisée par les auteurs des attentats qui ont réglé les charges de manière à ce qu'elles explosent à des heures d'affluence dans des lieux très fréquentés, et qui donc, de toute évidence ont voulu tuer, semble être une véritable signature. Ce sont là des méthodes fascistes!

italienne envisage la dictature militaire comme la seule solution pour sortir de l'impasse actuelle.

Evidemment, une telle solution n'est pas sans risque, pour la bourgeoisie, dans la mesure où au lieu de rétablir « l'ordre », l'intervention de l'armée peut déclancher une réaction violente de la part de la classe ouvrière. Mais l'exemple de la Grèce justement est là pour montrer que ni la multiplication des grèves ni les manifestations monstres ne donnent encore aux travailleurs les mavens de se protégar d'un putse le militaire. les moyens de se protéger d'un putsch militaire.

Or, pas plus en Italie actuellement qu'en Grèce à l'époque, les organions ouvrières traditionnelles ne préparent les travailleurs à être prêts moralement et matériellement à mettre en échec les putschistes.

### ... que les actions exemplaires n'écarteront pas, bien au contraire

On a avancé l'hypothèse que les attentats aient pu être l'œuvre d'un groupe se prétendant révolutionnaire. Cela paraît invraisemblable, monstrueux que l'on puisse avancer une telle hypothèse, tant il est vrai que de semblables méthodes sont totalement étrangères aux idées et à la pratique socialiste révolutionnaire.

Mais il est malheureusement vrai qu'on voit aujourd'hui des groupes ou des individus se réclamant du « gauchisme » prêcher les vertus de « l'action exemplaire », voire des attentats susceptibles de « réveiller » la classe ouvrière et de l'entraîner à des actions plus violentes contre l'ordre bourgeois.

Mais on n'entraîne pas la classe ouvrière dans la révolution malgré elle, pas plus que l'on ne remplace son action consciente. La révolution socialiste, c'est-à-dire la destruction de l'ordre capitaliste et son remplacement par un ordre social nouveau ne peut être l'œuvre que d'un prolétariat conscient de ses intérêts, de ses buts, et de ses méthodes.

Et que des idées qui font des attentats un moyen d'entraîner le prolétariat dans l'action, que des idées qui témoignent d'un profond mépris à l'égard de la classe ouvrière considérée comme « de la chair à révolution », puissent se propager dans certains groupes gauchistes, montre non seule-ment que ces groupes n'ont pas de liens avec la classe ouvrière mais qu'il en est qui se refusent en fin de comp te d'en avoir.

en est qui se refusent en fin de compte d'en avoir.

Si la classe ouvrière italienne n'est pas suffisamment préparée aujourd'hui pour être capable le cas échéant d'affronter l'armée, la responsabilité en incombe à ses organisations traditionnelles, staliniennes ou réformistes.

Mais il ne suffit pas aux révolutionnaires de ressasser cette constatation.

Car si dans le temps qui reste, les révolutionnaires ne font pas tout pour pallier la carence des organisations traditionnelles traitres à la classe ouvrière en construisant une nouvelle direction prolétarienne ils auront, eux aussi, à assumer une lourde responsabilité à l'égard du prolétariat. Or, les attentats sont les pires choses à faire. Ils hâtent l'affrontement sans préparer les travailleurs. Ce serait une politique à peine moins criminelle que celle les travailleurs. Ce serait une politique à peine moins criminelle que celle que mènent les organisations staliniennes.

Dans l'état d'impréparation de la classe ouvrière ceux qui ont intérêt à envenimer les choses et à renforcer le courant d'opinion qui existe en faveur d'un gouvernement plus « énergique » sont de toute évidence ceux qui projettent la solution de la dictature militaire.

Aussi, encore une fois, tout laisse à penser qu'aux yeux de certains en tout cas, l'explosion de Milan est destinée à jouer le rôle de l'incendie du Reichstag. Et que les auteurs de l'attentat sont à chercher du côté des organisations d'extrême droite, si ce n'est parmi les membres de l'armée ou de la police.

### GRÈCE :

## Les colonels quittent le Conseil de l'Europe

our ne pas être exclue du Conseil de l'Europe la Grêce a finalement décidé de se retirer de cet organisme. Le gouvernement des colonels a pris cette mesure au moment où onze des dix-huit Etats membres du Conseil avaient souscrit à une résolution demandant la « suspension » de la Grèce pour non-respect de la « démocratie parlementaire » Et si déjà les observateurs s'interrogent sur les conséquences que pourra avoir une telle décision en Grèce même, et notamment dans l'armée, on peut se demander ce qui a poussé des gouvernements bourgeois à condamner l'un des leurs pour l'unique raison qu'il ne respectait pas la « démocratie ». Car aucun de ces gouvernements n'hésitera, le moment venu, à violer sa propre légalité si la bourgeoisie se trouve tant soit peu menacée par un mouvement populaire.

De plus le démocratisme des dix-sept pays restant est d'autant plus douteux que le Conseil de l'Europe fut créé en 1949 dans le but avoué de réunir les Etats « démocratiques » pour les pro-téger du danger « communiste ». C'était en fait un des nombreux organismes nés de la guerre

Dans ces conditions on peut dire que les entraves à la « légalité démocratique » commises par le gouvernement Papadopoulos sont bien peu de choses en regard de la fidélité à la ligne anti-communiste du Conseil dont ont fait preuve les colonels d'Athènes. C'est ce qu'a d'ailleurs souligné Pipinellis, le ministre grou des efficies de la colone del colone de la colone del la colone de la colone del la col nistre grec des affaires étrangères en quittant la séance. Mais, la condamnation de la Grèce présente certains avantages pour les gouvernements européens qui (1) ont pris l'initiative.

Ces gouvernements, dont un certain nombre sont de tendance social-démocrate, peuvent ainsi faire, publiquement et à bon compte, acte de leur attachement à la « démocratie » ce qui est une façon comme une autre de profiter de l'hostilité qu'a fait naître le régime grec dans de larges couches de l'opinion pu-

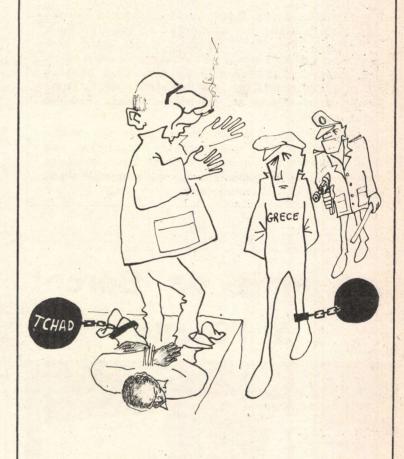
Mais de plus, il est possible que certains gouvernements se soient interrogés sur la portée

du coup d'Etat en Grèce et aient voulu, en le condamnant, indiquer clairement à leur bourgeoisie et à l'opinion publique, que de tels régimes ne pouvaient conduire qu'à l'isolement de tous les pays où ils se produiraient. Et si les socialistes de gouvernement se sont empressés d'agir ainsi c'est qu'ils savent parfaitement qu'un régime à la grecque ne pourrait s'instaurer dans leur propre pays que sur leurs cadavres. En somme, un plaidoyer « prodomo ». Quant au gouvernement français,

il a été fort réticent à condamner la Grèce. Car on ne voit vraiment pas pourquoi Pompidou, condamnerait un régime présidé par un militaire, qui fait fi du parlement et qui pratique la répression.

Mais de toutes façons cette condamnation reste purement morale et n'empêchera aucun des Etats d'Europe Occidentale de continuer d'entretenir de bonnes relations économiques, politiques et militaires avec la junte des

### LA POSITION FRANÇAISE AU CONSEIL DE L'EUROPE



« Bien sûr ! Bien sûr ! Mais je ne peux pas m'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays. »

THE OUVINER ...

chère aux tortionnaires qui sévi-

rent en Algérie.

Quant à Salan, encore plus qualifié, puisqu'avant de commander en Algérie, il avait commandé en Indochine au beau temps de l'im-périalisme français, après s'être fait arraché par le commentateur un « la violence ne paie pas » (ce qui pour un militaire, ex-chef de l'O.A.S. de surcroît, est tout de même un comble), il finit par déclarer que bien évidemment de pareilles horreurs ne s'étaient jamais déroulées sous son commandement.

Ce dont on est sûr en tout cas, et ce qui prouve bien la supériorité des militaires français sur leurs collègues américains, c'est qu'aucun survivant, ni vietna-mien, ni algérien, n'a jamais eu la possibilité de venir témoigner d'atrocités commises par l'armée française.



DE LA DICTATURE... Du général Pattakos..

(Photo AFP )

écemment, les généraux grecs annonçaient la « pro-chaine » levée de la loi martiale, la libération de détenus, la mise en application « progressive » de la nouvelle constitution, s'accompagnant de

l'abolition des lois d'exception. En fait, à en croire les autorités grecques, depuis le coup d'Etat des généraux en 1967, le gouvernement n'a cessé, selon ses dires, de prendre des mesures de démocratisation. Mois après mois, obstinément, la marche forcée du pays vers la démocratie est me-née sous la conduite des mili-taires, désormais en civil. Mois après mois, des mesures de li-béralisation sont annoncées; et à lire les déclarations des gouvernants grecs sur les réformes démocratiques et plus libérales

les unes que les autres qui ont été réalisées depuis leur arrivée au pouvoir, la Grèce devrait être, de loin, le pays le plus démocra-tique du monde. Et deux ans après la prise du pouvoir, l'énoncé par les dic-

tateurs du simple projet d'abolition de ces lois donne la mesure de la « démocratie » qui règne làbas : conjointement aux déclarations, dans l'ombre, chaque jour, les arrestations, tortures, assassinats politiques se poursuivent. Dernièrement, c'était Christos Tsigas, dirigeant des syndicats des carriers et membre de la direction du mouvement syndi-cal démocratique de Salonique, qui était assassiné.

Ainsi derrière une cynique hypocrisie verbale, la dictature perpétue ses forfaits.



... A LA « DEMOCRATIE » ... au ministre Pattakos. (Photo U.P.I.)

### Les mythes de la participation

RENAULT

# Les actionnaires fantômes

EUREUX travailleurs de la Régie Renault. Encore un tout petit peu de patience et vous pourrez vous dépouiller de vos guenilles de prolétaires. Car vous serez actionnaires.

### CITROEN (Paris)

### Les paumés du petit matin

PUIS quelques temps une camionnette Citroën rôde le matin aux alentours de l'usine de Félix Faure (Paris-XV°). Mercredi 3 décembre quelques énergumènes armés de matraques en sont sortis pour essayer d'empêcher la diffusion d'un tract du P.S.U. Jeudi, tandis que les camarades de la Ligue Communiste diffusaient, la même bande fasciste rôdait encore.

Mais même si à Citroën ce genre de racaille trouve des appuis solides auprès de Bercot et de son très « dépendant » syndicat, ce ne sont pas quelques voyous en mal de mauvais coups qui empêcheront la diffusion de la presse ouvrière.

### Les amis de Bercot à l'Étoile



Liberté, justice, dignité ouvrière... Ce n'est pas sur les Champs-Elysées qu'on les trouve. (Ph. L.O.)

A C.F.T., Confédération Française du Travail, (organisation jaune) a organisé une manifestation à l'Etoile pour ranimer la flamme du soldat inconnu au nom du « sacrifice à l'autel de la Patrie ». Lorsqu'il s'agit de ceux qui protestent contre la guerre au Vietnam, Marcellin sort ses matraques. Mais quand il s'agit de glorifier une guerre impérialiste qui fit des millions de morts pour la défense des intérêts du capital, le gouvernement laisse faire.

Ainsi, on a pu voir défiler aux premières lignes, derrière une pancarte Citroën, des bonzes du S.I.S.C. (syndicat indépendant de l'usine) dont la réputation n'est plus à faire.

Bien encadrés par la police les manifestants, chacun un drapeau bleu, blanc, rouge dans la main, lançaient des mots d'ordre tel que « les flics avec nous », « les gaullistes avec nous », « la C.G.T. à

Voilà qui situe tout de suite de quel côté de la barricade sont ces manifestants : du côté du gouvernement.

Vous serez actionnaires d'une entreprise nationalisée dont le statut précise qu'elle n'a pas le droit d'émettre d'actions. Ne craignez rien, la petite part du Capital que l'on va vous remettre généreusement sera légale. Au terme de la loi, la Régie appartient à la Nation; la Nation est gérée par le gouvernement et c'est le chef de ce gouvernement qui va vous distribuer des petites fractions de ce patrimoine national. Les grands de ce monde ne

Les grands de ce monde ne sont pas génés. Quand une loi entrave leur désir, ils la remplacent par une autre. Il paraît que pour cette fois, c'est notre intérêt.

Nour aurons donc droit à des actions. Ces actions ne devront pas représenter plus de 25 % du capital de la Régie, nous ne pourrons pas en disposer avant de longues années. Et encore, si à l'échéance trop de détenteurs d'actions voulaient s'en séparer, le problème devrait être reconsidéré.

Nos actions auront donc la valeur d'un superbe diplôme qui attestera d'abord de notre rang dans la hiérarchie de l'entreprise et en plus de notre ancienneté.

Mais ce diplôme nous rapportera des dividendes. Combien ?

Les dividendes représentent le bénéfice du capital. D'après le bilan de 1968 (chiffre d'affaires de 6 761 millions), le capital est de 1 268 millions et le bénéfice de 20 millions. La Régie réalise un chiffre d'affaires de près de 600 pour cent par rapport à son capital, mais ce capital ne rapporte que 1,6 %, même pas la moitié de la caisse d'épargne! Vous parlez d'un cadeau. A moins que là en-



Un (futur) actionnaire au volant de son véhicule dans la cour de son entreprise. (Photo L.O.)

core les maîtres de l'Etat, emportés par leur générosité, trouvent encore une astuce légale pour augmenter les bénéfices.

De toute façon, nous prendrons ce qu'ils nous donneront sans illusions sur ce que représente cette nouvelle prime. Concrètement, elle ne grossira guère nos revenus.

Il paraît que du fait que nous serons actionnaires, nous aurons droit à un représentant au Conseil d'Administration. Nous avons droit à un tel représentant depuis 1945. C'est dans le Statut de la Régie. Seulement « notre représentant est tenu au secret commercial et n'a pas le droit de nous renseigner sur la marche de l'entreprise ».

Nous sommes contre l'actionnariat comme nous sommes contre les primes et même contre les salaires en général. Nous ne tenons nullement à être des actionnaires fantômes ne pouvant disposer de notre capital, ne percevant aucun dividende (ou si peu) représentés au conseil d'administration par un aveugle sourd et muet.

Ce que nous voulons c'est la suppression de la propriété privée des moyens de production et son remplacement par la propriété collective socialiste et ce n'est pas parce qu'on nous impose de devenir des minicapitalistes que nous renoncerons à notre lutte contre les macrocapitalistes.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière)
(Renault - Billancourt)

### RENAULT (Billancourt)

### L'arbitraire dans les salaires

Billancourt, il existe en matière de rémunération, une grille des salaires dont il a été beaucoup question dans les mois qui viennent de s'écouler. Cette grille de division des salaires n'existe qu'en fonction d'un autre système, celui des études de postes.

Ce système consiste à étudier chaque poste de travail, pour déterminer à travers un certain nombre de facteurs, (responsabilité, pénibilité, complexité du travail, incommodité etc.) le salaire du poste en question. C'est bien sûr à l'ouvrier qui occupe ce poste qu'on demandera de s'y adapter. Ainsi, trois OS occupant des postes différents, auront trois salaires différents. Ce système est suffisamment arbitraire par lui-même. Pourtant, il n'est même pas respecté par la direction. Sur les chaînes de montage du 74,65 et 67, pour ne citer qu'un exemple, certains postes de contrôle étaient tenus avant le passage en équipe, par des OQS2 (qualification maison équivalente à celle de P2), ce qui correspondait à l'étude de poste.

Depuis un mois, ces postes sont tenus par des OS qui font le même travail, c'est-à-dire celui d'un OQS2, et qui n'en n'ont évidemment pas la paie. Le travail est effectué correctement et la maîtrise ne s'en plaint pas. Mais, lorsque les ouvriers protestent à cause de leur salaire insuffisant, la maîtrise répond : « vous n'avez qu'à suivre des cours et passer l'essai. » L'essai en question est bien souvent hors de portée des travailleurs ou, plus simplement, est sans rapport avec le travail effectué chaque jour.

C'est tout de même un comble, la régie établit des règlements et elle est la première a les enfreindre lorsque cela l'arrange.

(Correspondant L.O.)

# La mine : une survivance du siècle passé



Fatalité ?... Non, incurie criminelle.

Quatre mineurs tués récemment à Pecquencourt; au Puitsgerard, près de Marseille, un éboulement avait enfoui six mineurs en février 1969 (notre photo). Chaque année, les mineurs paient un lourd tribut à l'exploitation. (Photo A.F.P.)

UIT mois après le drame du puits de Leforest où 5 mineurs s'écrasaient au fond, le récent drame du puits Barrois de Pecquencourt a été pour la presse une nouvelle occasion de déverser des larmes sur la difficile condition des mineurs et de déplorer la fatalité. Dans le cas de Leforest, la responsabilité des victimes avait été engagée du fait que les mineurs avaient employé une cage interdite au personnel, et la Direction des Houillères de dégager bien vite sa responsabilité. Mais dans la réalité, de par le travail effectué, et le rendement demandé, ces employés à l'entretien ne pouvaient utiliser les échelles : monter ou descendre plusieurs fois par jour des centaines de mètres d'échelles pour passer d'un étage à un autre était trop long et trop épuisant, et la Direction, le sachant, tolérait l'utilisation des bures (cages pour monter et descendre le matériel).

Dans le nouveau drame qui vient de survenir, aucun bouc émissaire n'a pu être trouvé, et l'accident, selon toute la presse bourgeoise, était imprévisible.

Pourtant est-ce la fatalité si le métier de mineur a le triste apanage d'être, avec celui d'ouvrier du bâtiment, un des plus meurtriers? Si plusieurs fois par jour des membres sont écrasés ou arrachés, si des santés se détruisent lentement à cause de la silicose, s'il ne se passe pas de semaine sans qu'un mineur laisse sa vie au fond?

La presse ne parle guère de ces morts isolées : c'est tellement courant. Les accidents c'est comme pour les naissances : pour en parler, il faut des quadruplés ou des quintuplés.

lci aussi la mort est due à une

volonté déterminée d'exploiter à fond le travail ouvrier.

Car si on parle beaucoup de reconversion des mines de charbon, si la presse informe plus ou moins précisément des drames que cause la fermeture de certains puits, ce que l'on ne dit pas, ce sont les conditions de travail qui règnent sur la mine, marqué par l'accélération des cadences et ceci à l'encontre de la plus élémentaire sécurité, dans les puits encore ouverts.

Toutes les pressions sont utilisées, depuis le chantage à la fermeture pour non rentabilité jusqu'à l'augmentation de la norme de travail, rétribué à la quantité, sans parler des multiples brimades

La vraie raison en est que le bassin minier du Nord-Pas-de-Ca-

lais n'est plus rentable : bien des industries métallurgiques utilisent le charbon Sarrois, ou un autre, et de toutes façons, les Sources d'énergie ont changé.

Mais la fermeture définitive des mines entraînerait trop de problèmes : Au bout de quelques années de fond, un mineur devient inapte à être reconverti, tous étant atteints par la silicose ou d'autres maladies.

Dans ces conditions que pourrait-on en faire?

Alors on maintient la production d'un bassin moribond, mais, pour que ce soit le plus rentable possible, le matériel et les hommes sont utilisés jusqu'au bout : Pas d'investissements, mais les fers rouillés reservent indéfiniment, les locos sont surmenées et il n'est pas rare qu'elles versent; pas d'embauche non plus; on utilise même les handicapés à la production; pas de sécurité suffisante non plus : il faut aller toujours plus vite et l'on n'a pas le temps de faire le boisage sérieux des galeries. On se croirait encore au siècle der-

Que signifie, dans ces conditions — comme on l'a dit pour Pecquencourt —, que l'accident est imprévisible ? Etant donné l'état du sous-sol, percé de milliers de galeries sur des centaines de mètres de profondeur, les glissements de terrain sont probables. Il est anormal de travailler dans de telles conditions à l'heure où le progrès technique permet d'envoyer des hommes sur la lune.

# MAISONS-ALFORT : Au Laboratoire Centrale de Recherches Vétérinaires

## Vétérinaires Un mandarin

Laboratoire central de recherche vétérinaire de Maisons-Alfort est divisé en plusieurs secteurs de recherches. D'où la présence d'un personnel très qualifié qui comprend des vétérinaires, des attachés de recherche, des techniciens supérieurs, des techniciens; mais aussi des palefreniers et des femmes de ménage. C'est toute une petite société avec sa hiérarchie sur laquelle monsieur le directeur agit comme un « mandarin »; il nomme qui il veut, révoque qui il veut; déplace qui il veut, là où il le désire, sans tenir compte de la valeur professionnelle. Il agit sur simple caprice ou sur des colères sans aucune retenue vis-à-vis du personnel, menaçant, injuriant qui bon lui semble.

MAITRE APRES DIEU

Jusqu'au mois de septembre, il semble que les termes de syndicalisme ou de défense ouvrière étaient des mots inconnus du vocabulaire du laboratoire.

Mais un changement vient de se produire. Tout a commencé lorsqu'un technicien supérieur du service « fièvre aphteuse » a été renvoyé sans motif valable. Le 20 septembre, le personnel de ce service s'est décidé à aller voir le directeur afin de lui exposer ses problèmes. Pas de réponse, mais une colère du directeur qui envoya promener ses interlocuteurs prétextant qu'il avait d'autres choses plus importantes à faire. Il continua par des insultes. L'une des personnes, considérant que chaque travailleur a droit au respect de sa dignité répondit « Monsieur, vous êtes grossier...! ». Ce qui

lui valu le renvoi immédiat. Le pauvre homme, on le comprendra aisément, a déjà du mal a surveiller ceux qui marchent sur sa pelouse, si maintenant on vient l'embêter dans son bureau... -

Autre cas significatif : c'est celui d'une des femmes de ménage qui est chargée de la stérilisation d'un autoclave. Elle a de l'asthme; son médecin a écrit personnellement au directeur pour lui demander qu'elle puisse changer de service, la vapeur de l'autoclave lui étant néfaste. Réponse du directeur : « ce n'est pas moi qui suis venu vous chercher, si vous n'êtes pas contente, vous n'avez qu'à foutre le camp...!

MAIS PRES DE SES SOUS

En ce qui concerne l'embauche, le directeur, pas fou du tout, préfère engager des personnes, n'ayant pas trop de diplômes, ce qui lui permet de donner un salaire minimum; de plus, il les engage à titre temporaire, sans contrat, et en faisant silence sur les possibilités d'examen. Tout est fait pour éviter la titularisation, car après, il y a trop de problèmes pour le renvoi, quand la personne a cessé de plaire.

Aussi aucune trace de statuts, aucun affichage sur les possibilités de promotion. M. le directeur feint une ignorance totale sur certains sujets, lorsque le personnel pose des questions « gênantes ».

Au niveau vétérinaire, M. le directeur a des goûts particuliers: il manifeste sa préférence pour les étrangers, car, comme leurs diplômes ne sont pas reconnus en France, il les engage comme temporaires, en leur faisant une faveur. Sans leur dire, bien entendu, qu'il les paie au rabais.

UNE RESISTANCE INATTENDUE

C'est à cause de tous ces problèmes et d'autres encore, qu'une grande partie du personnel a décidé de se syndiquer. La majorité adhère à la CFDT. La première intervention syndicale s'est faite auprès du ministère de l'agriculture, qui promet de faire faire une enquête. Mais jusqu'à présent, rien n'est venu.

Inutile de dire pourtant que la chose n'a pas plu à notre directeur, qui ne décolère plus. Il multiplie ses attaques contre le bureau syndical; il accentue ses brimades, parlant d'instaurer dorénavant une pointeuse, puisque parait-il, c'est « statutaire »,

Mais peu à peu les langues se délient, les employés commencent à poser nombre de ques tions au sujet de ce haut fonctionnaire aux mœurs par trop féodales



(Photo LO.)

PERPIGNAN

## Une "Escale" qui ne permet pas aux employés de souffler

E 12 novembre, il était inauguré à Perpignan, à grand renfort de publicité, un hyper-marché : l'ESCALE, vaste ensemble couvrant 7.000 m², et avec un parking de 2.000 places réservé à la clientèle. L'ensemble comprend aussi un « drive-ciné ». Un hôtel est en construction.

Le quotidien régional L'Indépendant qui qualifie cet hypermarché du nom évocateur d' a Oasis du commerce », raconte que deux avions spéciaux ont amené à Perpignan, pour l'inauguration des PDG, des dames du Tout-Paris, des « penseurs » du commerce moderne,

La cérémonie fut clôturée par un « lunch géant » suivi d'un feu d'artifice... Toujours d'après le même journal ce lunch fut préparé avec un « goût exquis »...

Nous ne pûmes nous en rendre compte par nous-même puisque lorsque certains employés, manutentionnaires ou vendeurs demandèrent à participer à ces joyeuses réjouissances, il leur fût répondu « ne quittez pas votre lieu de travail, nous vous apporterons tout ce que vous désirez ».

#### ... Où l'hyperexploitation n'est pas un mirage

A cette même inauguration, il fut dit que l'ESCALE n'était ni un marteau-pilon ni un rouleau compresseur! Ce n'est pas notre avis. Parmi les 350 employés que nous sommes, une grande majorité totalise à la fin de la semaine 60-

70 H de travail et, pour certains même 80 H. Le travail commence à 8 H le matin et se poursuit tard dans la nuit. Nous n'avons que 30 mn à 1 H pour nous alimenter sur place. Et cette cadence dure depuis le dimanche 26 octobre. Depuis cette date, le repos hebdomadaire est inconnu. Quant au salaire, il est, à l'embauche, pour un manutentionnaire, de 3,50 F de l'heure.

Pour imposer de tels horaires. la Direction par l'intermédiaire de ses chefs de services a recours au chantage. Elle fait courir le bruit qu'il y a du personnel en surnombre, qu'une sélection est inévitable. Seuls ceux qui auront à leur actif un grand nombre d'heures auront la possibilité de rester, les premiers renvoyés devraient être alors le Directeur, ainsi que ceux qui le secondent dans sa charge de garde-chiourne, cadres, chefs de départements, chefs de rayons...!

A noter d'ailleurs que tous ces Messieurs n'ont pas été comme nous recrutés sur place, mais proviennent de magasins implantés à Paris ou en province. Il s'agit donc de chefs sélectionnés, ayant déjà fait la preuve de leur aptitude « à faire suer le bournous ».



Aux quatre coins de la France, les hyper-marchés se multiplient. Mais c'est partout la même hyper-exploitation (Ph. L.O.)

#### Sous la menace du chômage

Perpignan est une ville où il y a beaucoup de chômeurs et de saisonniers. Les cinq usines existantes sont des fabriques de conserves de fruits et, de ce fait, ne travaillent à plein régime que 4 à 5 mois dans l'année. Mais il s'agit alors de journées de 14 à 16 H d'affilées, et ce, pour le plus grand bénéfice des patrons et actionnaires des conserveries St-Mamet, La Catalane, La Coopérative du Haut-Vernet, et LORTE. Ces saisonniers à compter du mois d'Octobre et jusqu'au mois de Mai de l'année suivante, se retrouvent sur le pavé, sans ressources. Certains vont alors gonfler le trop plein des grandes villes, et d'autres s'inscrivent au chômage et sont pris en charge par les ASSEDIC. Mais les allocations chômage versées aux saisonniers sont blen maigres...

Cette situation a permis au chantage de la Direction de l'ESCALE de « marcher », au dé-

Mais, très vite, les employés, même les plus dociles et les plus zélés ont déchanté. Trop d'entre-nous ont été témoins ou acteurs de scènes de ce genre. Un manutentionnaire, exténué après avoir rangé des caisses de con-

serves et obligé de refaire son travail parce que le chef de service lui avait donné un ordre erroné, s'est vu traité de fainéant par celui-ci qui ajouta : « Si cela ne vous plaît pas, vous n'avez qu'à partir, nous refusons tous les jours du personnel à l'embauche, alors vous serez remplacé tout de suite... ».

Aussi, actuellement, la moitié du personnel, harrassée par toutes ces heures de travail pénible, écœurée par les méthodes employées par la direction pour les obliger à faire plus de 40 H préfère encourir le risque d'être licenciée plutôt que de se retrouver malade sur un lit d'hôpital.

A LA S.F.A.C. - LE CREUSOT

A la Bourgogne électronique (Dijon)

Des conditions de

l'atelier 6121, certaines de nos camarades sont sur des

postes particulièrement pénibles. C'est le cas notamment

de la soudure ; l'ouvrière qui est sur ce poste doit trem-

Bien sûr, il y a une hotte d'aspiration au-dessus, mais

Alors si une ouvrière a des ennuis de santé, qu'on ne

per des pièces dans deux bacs différents, l'un rempli d'huile

de palme chauffant à 200°, l'autre rempli de soudure chauffant

bien souvent cela reste insuffisant et l'ouvrière respire les

vapeurs d'huile de palme, produit très dangereux; en plus, le

rendement est très élevé: 4.000 pièces par jour alors qu'il

vienne pas nous dire que ce n'est pas la direction qui est res-

ponsable, elle qui nous fait travailler dans de telles conditions!

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière. Bourgogne Electronique

n'était que de 3 500 il n'y a pas si longtemps!

### **Encore un accident mortel**

déplorables

accident mortel à la S.F.A.C. ! Un de nos camarades, traceur en Fonderie

travail

environ à 500°

(Dijon)).

Acier vient de mourir la semaine dernière, écrasé par une pièce (la pale d'une hélice). Il tra-

vaillait sous un palan, lorsque, au moment du levage, un des maillons de la chaîne s'est rompu. La chaîne était vieille et le maillon avait probablement un défaut, car il était oxydé. Notre camarade l'a payé de sa vie.

Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'un accident mortel se produit à l'usine; le seul responsable, c'est la Direction qui, consciemment, nous fait travailler avec un matériel trop souvent vieux et défectueux.

Car la Direction était prévenue des risques d'accident. Au cours de la réunion du Comité d'Etablissement en septembre, il avait été signalé « des risques d'accidents réels » pour le système de levage aux Grosses Forges. Le problème se pose dans tous les secteurs et la Direction ne l'ignorait pas. Sa négligence est criminelle.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la Société des Forges et Acieries du Creusot (Schnei-

### A LA MARTINIQUE empoisonneurs ne seront qui pas inquiétés

INFORMATION ci-dessous est tirée du Bulletin d'information de l'A.G.T.A.G. (Amicale générale des travailleurs antillais et guyanais), n° 2 de novembre 1969. Nous la reproduisons pour aider à la dénonciation des crimes dont les responsables ne seront probablement pas inquiétés de sitôt par les autorités officielles.

« Sylvestre Pierre, 18 ans, est mort le mardi 19 août 1969 parce que les Békés (1) martiniquais, rapaces et sans scrupules, ont, sans autorisation des services préfectoraux, et sans les précautions d'usage, fait répandre par ce jeune homme un produit toxique dans les bananeraies de l'habitation (plantation) Gueydon.

A Saint-Joseph, des ouvriers agricoles ont dû être hospitalisés par suite d'une grave intoxication due au même produit.

Ce produit, appelé Dasanit, est un insecticide extrêmement toxique...

L'emballage du produit porte des inscriptions en langue anglaise indiquant les précautions exceptionnelles qui doivent être prises pour sa manipulation.

Il était donc criminel de confier la manipulation d'un tel produit à du personnel non qualifié, sans protection (masque et gants)...

Mais toutes ces raisons n'ont pas arrêté la Compagnie Satair qui a introduit ce produit'en Martinique, et encore moins les Békés des habitations où il a été utilisé, TOUS CAPITALISTES RAPACES ET SANS SCRUPULES, faisant BON MARCHE DE LA VIE ET DE LA SANTE DES OUVRIERS ET DE LA POPULATION, pourvu que leurs BENEFICES S'ACCROISSENT. »

(1) Nom donné aux Blancs aux Antilles.

### Les conditions de travail

ENTREPRISE PIERRE GOUGNE

## Quand le bâtiment va... tout ne va pas pour le mieux pour les travailleurs

'ENTREPRISE Pierre Gougne est une grosse entreprise de bâtiment, qui s'occupe essentiellement de chantiers de la région parisienne et de la région lyonnaise. Elle emploie, dans toute la France, plus d'un millier d'ouvriers, en grande partie étrangers, comme c'est le cas aujourd'hui dans une grande partie du bâtiment.

Dans une telle entreprise, la Direction décide en maître des conditions de travail : le lieu de travail change avec les chantiers, et la Direction veille à ce qu'aucune équipe, aucun lien de solidarité, n'aient le temps de se former. Il n'y a même pas de section syndicale. Aussi travaillons-nous le plus souvent dans des conditions abominables.

#### Ascenseur interdit... aux travailleurs

Par exemple, on ne peut utiliser de monte-charge même s'il en existe un sur le chantier (cas du chantier de Villejuif), car il faut un manœuvre pour le surveiller et la Direction cherche à employer le moins de monde possible. Aussi, c'est à nous de monter des seaux de quelque vingt kilos dans des escaliers non terminés, pas encore éclairés, si bien qu'à tout instant, nous pouvons avoir un accident, ce qui s'est déjà produit. Il faut parfois aller au quinzième étage, et cela plusieurs fois par jour.

Il n'est pas question non plus d'utiliser l'ascenseur avant que l'immeuble soit habité, car nous sommes des ouvriers de plusieurs entreprises à travailler sur le chantier et aucune ne veut payer l'électricité qu'il consommerait. Et puis, en l'utilisant, nous l'abîmerions, selon la Direction.

#### La cantine dans la cave

Il n'y a pas de cantine. Nous mangeons dans une cave sans aération, qui sert aussi de vestiaire. Nous n'avons qu'une heure pour manger et pour chauffer son repas il n'y a qu'un réchaud à un brûleur pour tout le monde. La réserve des matières d'œuvres se trouve à côté de l'endroit où l'on mange, si bien que l'été, on respire les émanations d'essence. Les caves servent aussi de dépôt à ordures qui, l'été, attirent les mouches.

Mais ceci est encore un luxe en comparaison de certains chantiers où il n'a pas été prévu d'abri pour manger. Par exemple, à Noisy-le-Roi, l'hiver dernier, nous mangions au milieu de la poussière et des gravats. Les vitres n'étant pas posées, nous étions exposés aux courants

Des pannes d'électricité surviennent assez souvent et nous déjeunons aux chandelles,

Travail à la tâche

On peut être payé de trois façons différentes: à l'heure, à la journée ou à la tâche. Le but du travail à la tâche est de nous faire travailler plus vite, en nous faisant croire qu'on gagnera plus d'argent. Car la tâche et le temps imparti pour la faire sont calculés de sorte que l'ouvrier ne puisse jamais terminer à temps. Et bien qu'il se soit fatigué davantage, il sera payé au tarif normal.

Exemple: pour un appartement F 3 et un appartement F 5, nous donnons une révision d'enduit importante sur les boiseries et les sanitaires, puis deux couches de peinture. Nous devons faire ce travail en cinq jours, pour 270 F. C'est se moquer du monde. Mais parmi nous, il y a des travailleurs étrangers qui ne sont pas qualifiés et qui acceptent ce travail, d'autant qu'on ne leur laisse pas le choix : à l'heure, ils touchent moins que les Français. Pour s'en sortir, certains travaillent même le samedi et le dimanche,

De nombreux travailleurs préfèrent maintenant aller en Allemagne, où les salaires sont plus élevés et les conditions de travail meilleures. Mais il est possible d'obtenir ces mêmes résultats en France. Si tous ensemble nous refusons de travailler, la Direction devra bien céder, pour ne pas être obligée de rompre ses contrats du fait des délais de livrai-

(Correspondant L.O.)

ASSURANCES GÉNÉRALES [Paris]

### un directeur à qui le travail (des autres) fait pas peur



(Photo L.O.)

OUR les producteurs d'assurance, c'est-à-dire pour tous les agents qui sonnent aux portes et extorquent des contrats, le mois de décembre est marqué par un grand concours. Est à l'honneur l'agent qui a fait le plus gros chiffre de son département, de même qu'est félicité le meilleur département, la meilleure région, etc.

Les services commerciaux cravachés de la sorte, les employés du siège se retrouvent submergés par un afflux inhabituel d'affaires nouvelles. Et pour que la noble ardeur des producteurs ne risque pas d'être amollie par la perspective d'attendre trop longtemps le résultat de cette compéti-

tion, le responsable du service de gestion a tenu à assurer les directeurs de production que ses employés feraient tous les sacrifices nécessaires pour que le surcroît de travail du mois de décembre soit absorbé dans les meilleurs délais.

Voilà un directeur qui a vite fait de s'engager pour ses subordonnés. Si les chefaillons de tous ordres ont acquiescé à cet engagement, les employés pour leur part n'ont nullement l'intention de « faire des sacrifices ».

Ces messieurs peuvent toujours se faire des politesses, ils pourraient bien voir ce que signifie de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Correspondant L.O.

# cette au'ils nous

E Daily Mail du 22-11 révèle qu'un ingénieur est tombé malade en 1961 à la suite d'un accident qui s'était produit à l'usine secrète de produits chimiques de guerre de Nanceluke (Cornouailles) où il travaillait. Sur la nature de cet accident l'ingénieur est tenu de rester muet « en raison, précise-t-il, du décret sur les secrets officiels ». Il ne peut plus travailler depuis cette date. Les « agents de la sécurité » l'ont empêché d'exposer son cas à la commission médicale de la sécurité sociale, et par suite il n'a pu obtenir de pension d'invalidité mais seulement une « pension de service » de 72 F par

semaine et soumise à l'impôt sur le revenu !

Entre-temps, trois de ses camarades de Nanceluke sont morts : « nous sommes tous condamnés » aurait dit l'un d'entre eux atteint d'un cancer à la gorge après dix ans de travaux « secrets ». Le Ministre de la défense, saisi d'une plainte, a nié qu'il n'y ait jamais eu d'accident à Nanceluke mais a ajouté : « nous procéderons à une enquête sérieuse au sujet des trois décès et de la maladie des autres ».

Sans doute va-t-il s'agir d'une enquête secrète, dont les résultats resteront dans les dossiers de la « sécurité ».

Faut bien préparer la 3° der-

### CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE BORDEAUX

# la grande misère des hôpitaux

OMME tous les hôpitaux de France le C.H.R. (centre hospitalier régional) de Bordeaux se caractérise par sa vétusté, le manque de places — les salles communes y sont la majorité — le manque de personnel, aggravé par des récents licenciements d'auxiliaires, le manque d'appareils... etc. Les conditions de travail y sont particulièrement lamentables ainsi que les conditions d'hospitalisation comme le prouve un récent scandale.

L'administration de l'hôpital St-André a été condamnée à verser plus de 15 millions à une malade qui, ayant la jambe fracturée, était restée 2 jours sans soins et avait dû être amputée : une gangrène gazeuse mettant ses jours en danger. Paradoxalement, cette condamnation méritée ne résoudra pas le problème fondamental, celui des crédits indispensables au bon fonctionnement du CHR. Elle aura au contraire pour conséquence de faire payer les seuls qui ne soient pas responsables. En effet, pour payer les 15 millions, l'hôpital sera obligé de faire une ponction dans son budget ce qui se fera, soit au détriment des crédits alloués à l'entretien, à l'achat de matériel... soit des primes des employés. Ainsi, en faisant semblant de prendre des mesures contre de soi-disants responsables (il faut bien en trouver !) le gouvernement, par l'intermédiaire du tribunal administratif, ne fait qu'aggraver la situation et montrer son incapacité.

Dernièrement, un exercice dans le cadre du plan Orsec a montré que Saint-André en cas de catastrophe pouvait accueilir... environ 10 blessés. Les exemples de la misère des hôpitaux à Bordeaux, ville de Monsieur Chaban-Delmas, sont nombreux. Normalement, il existe un service de traumatologie, mais déjà il ne suffit plus et pour le décharger, les urgences du samedi et du dimanche, jours particulièrement chargés, sont envoyées à Saint-André, où rien n'est prévu.

Aucune équipe d'urgence, aucune salle de radio ne sont prévues spécialement pour les blessés. Dans de telles conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que des accidents se produisent.

Les conditions d'hospitalisation et les conditions de travail des employés ne sont pas le principal souci des pouvoirs dits publics, qui semblent plus préoccupés d'acheter des matraques aux flics, que du matériel pour donner des soins.

(Correspondant L.O.)



WORKERS PRESS NOUS ECRIT :

Voici le texte de la lettre qui nous a été expédiée le 27 novembre 69 par Worker Press, organe quotidien du Comité Central de la Socialist Labour League:

Cher Editeur,

Comme nous n'avons aucun accord politique avec votre mouvement et que nous ne sommes nullement associés à vous, nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir retirer les titres Workers Press et Keep Left de l'en-tête de votre journal.

Sincèrement, vôtre.

D. E.

Nous tenons à préciser que nous n'avons passé aucun accord politique préalable avec les journaux qui figurent sur l'en-tête de notre revue de presse d'extrême-gauche. Cela ne nous empêche pas, bien au contraire, puisque tel est notre propos de les citer et de les présenter à nos lecteurs.

A ce titre, la demande de Workers Press nous paraît tout à fait incompréhensible, à moins que Workers Press refuse pour lui-même et Keep Left le qualificatif d'extrême-gauche. Si tel est leur désir, c'est bien volontiers que nous les citerons dorénavant dans la revue de la presse bourgeoise!

### BARRICADES

Le numéro 2, daté du 1" décembre 69, est paru. Dans son éditorial, il tire « quelques leçons des luttes » et affirme avec assurance :

Mais on ne construira pas l'U.N.E.F. simplement en vendant des cartes. Pour que l'U.N.E.F. soit, il lui faut une orientation radicalement différente. Cette orientation, seuls les militants syndicalistes révolutionnaires regroupés autour de « Barricades » sont en mesure de la lui fournir.

L'U.N.E.F. doit savoir harmoniser ses revendications immédiates de défense (non aux 50 F, abrogation de l'arrêté Boulin-Guichard, non à la rentabilisation capitaliste de l'université...) et son but final; participer avec les autres organisations syndicales et politiques se réclamant du mouvement ouvrier, à la radicale transformation révolutionnaire de la société sur les bases de la lutte des clas-

L'U.N.E.F. doit présenter à la masse des étudiants une série d'objectifs offensifs, désarticulant les structures capitalistes de formation. Seuls de tels objectifs joints à la démonstration de la lutte (défensive) offensive) donneront au mouvement étudiant sa force, qui le fera reconnaître par la classe ouvrière comme complément dans la lutte des classes. Parler de « jonction ouvriers-étudiants » sans en donner le contenu programmatique et organisationnel, n'est que peine perdue.

Des étudiants acceptent-ils de laisser se décider leur sort individuel et collectif sans même pouvoir dire leur mot? leurs exigences de MAI sont-elles donc si lointaines?

En luttant pour l'établissement d'un contrôle étudiant fondé sur l'élection dans les TP et les amphis d'un vaste réseau de délégués, l'organisation étudiante sera à même d'organiser son milieu et par-là de se construire

Oue rien ne se décide sans que les étudiants ne puissent exercer leur droit au contrôle et au veto l

CANAL CANAL CONTRACTOR

Que partout dans les TP et les amphis soient élus les délégués de lutte!

Que s'engage les luttes syndicales de

Que se renforce et s'affirme le courant syndical et révolutionaire!

Que se construisent les sections de notre organisation nationale de combat.

Et les malins, les rigolos, les « avants gardes auto-proclamées » auront du mal à sourire!

Et les responsables de notre université les Zamanski, les Guichard, auront du mal à suivre.

A noter dans la rubrique « lci on décervelle » et sous le titre « Bagnes militaires pas morts », une intéressante lettre d'un « militaire bien heureux d'en avoir terminé », qui dénonce les méthodes utilisées pour « casser les gauchistes, les Jeunes que notre société pousse vers les tribunaux de droit commun et les prisons ».

#### rouge hebdomadaire d'action

Dans le numéro 42, daté du 8 décembre 69, analyse le récent congrès de l'U.D.R. et conclut:

Certes, dans l'immédiat, la bourgeoisie n'est pas assez stupide pour s'attaquer de front aux grandes organisations ouvrières et la grande majorité de l'U.D.R. a rejeté avec des trémolos dans la voix l'idée d'une restriction du droit de grève. Mals elle va intensifier les mesures d'intimidation, opérer une répression sélective et frapper plus durement l'avant-garde en prévision d'un premier trimestre 1970 qui s'annonce agité.

Aujourd'hui, la combativité ouvrière reste grande, rien n'a été résolu et les menaces du pouvoir ne font que consolider la volonté de lutte des travailleurs. Mais alors que de plus en plus, les travailleurs prennent conscience qu'ils se heurtent directement au pouvoir, aucune perspective politique ne leur est proposée. L' « alternative démocratique » sur laquelle est obligée d'insister la direction du P.C. n'est qu'un hochet destiné à calmer leurs interrogations.

Le régime est plus faible qu'il ne l'était en avril 1968, sa force réside dans la faiblesse de politique de ses advelsaires.

A propos de la grève des étudiants en médecine :

Sous le titre « médecine à vendre ou de gros profits sur une médecine austère », Rouge explique ainsi le déficit de la Sécurité Sociale :

Les charges indues ne sont plus la cause essentielle du déficit. La cause fondamentale est structurelle, c'est:

- l'extension des soins parallèlement au développement technique (avec en particulier l'augmentation de la longévité);
- l'accroissement des maladies professionnelles (dont un quart sont appelées « névroses dues au travail » : conditions de travail, instabilité de l'emploi...) :
- l'existence d'un système archaïque des soins et l'envahissement de la médecine par le profit. et donne ses solutions:
- Les ressources de la S.S. ne sont qu'un salaire différé des travailleurs : il n'appartient qu'à eux.
- Le capitalisme est incapable d'assurer le développement de la médecine sociale.

La seule revendication est :

— GESTION DE LA S.S. PAR LES TRA-VAILLEURS! EXPULSION DU PATRONAT!

- AUTONOMIE DE GESTION ABSOLUE DE LA S.S. VIS-A-VIS DE L'ETAT I — PRISE EN CHARGE PAR L'ETAT DU DEFICIT DE LA S.S.!

Seules garanties pour le développement du droit à la Santé pour tous.

## THUMANITE POUGE

Numéro 37, daté du 4 décembre 69, extrait de l'éditorial :

Le pouvoir des monopoles est attaqué de toutes parts par les travailleurs des villes et des campagnes qui sont fermement décidés à faire échec au plan de répression, de fascisation et de misère du gouvernement. Face à cette montée des luttes, un vent de panique et de rage souffle chez les Chaban et autres Marcellin, qui se démènent pour essayer de contrer le mouvement populaire.

Mais alors, nous dira-t-on, pourquoi le gouvernement attaque-t-il le P. « C. » F. et la C.G.T., comme le montre le dernier discours de Chaban? C'est que la bourgeoisie veut accélérer l'évolution du P. « C. » F., elle en a besoin tout de suite pour enrayer les luttes des travailleurs. Il faut bien dire que cette tactique réussit au pouvoir : à chaque nouvelle attaque du gouvernement, les révisionnistes reculent d'un pas (1). Quand Chaban les accuse (bien à tort) de vouloir faire la révolution, ils courbent un peu plus l'échine et disent qu'ils n'ont jamais eu un tel projet! Quelle franchise dans la trahison

Mais que les militants de base du P.

C. F. et de la C.G.T. ne s'y trompent
pas: si Waldeck et Séguy n'ont rien à
craindre des vociférations de Chaban, celles-ci annoncent des mesures de fascisation dont ils seront, eux, les victimes.
Lorsque la crise du capitalisme français
sera si grave que la bourgeoisie n'aura
plus d'autre ressource que de tenter une
aventure fasciste, la répression s'abattra
indistinctement sur tous les militants ouvriers dans les entreprises.

C'est pourquoi, un jour ou l'autre, ces travailleurs rejetteront le révisionnisme et rejoindront leurs frères de combat dans la lutte classe contre classe. Avec nous, ils reconstruiront leur unité de combat contre le capital, avec nous ils regrouperont les larges masses populaires opprimées par la bourgeoisie autour du prolétariat et de son avant-garde marxiste-léniniste, avec nous ils rejetteront les illusions réformistes et se prépareront à riposter à la violence de la bourgeoisie par la violence prolétarienne, à renverser la dictature de la bourgeoisie pour édifier la dictature du prolétariat. Ce sera une lutte de longue haleine, mais nous l'emporterons inéluctablement sur les forces du passé: « le communisme est la jeunesse du monde »!

### INFORMATIONS OUVRIERES

Le numéro 454, semaine du 3 au 10 décembre, publie une lettre de Speller au bureau de l'U.D. C.G.T. « à propos d'une déclaration parue dans L'Humanité » :

1. - Ce n'est pas comme militant de l'A.J.S. que j'ai été agressé avec deux de mes camarades de travail, c'est parce que je refusais la provocation qu'exerçait le groupe fasciste contre tous les passants. Cela dit, je suis militant de l'A.J.S. et je suis fier d'appartenir à mon organisation.

2. - Je constate l'intention délibérée du Bureau de l'U.D.-C.G.T. de me nuire en me qualifiant de « dénommé » et en cherchant à me présenter comme ennemi de la C.G.T. en écrivant : « Dans le cas Speller, bien qu'il ait de longue date combattu la C.G.T., tenté de désagréger cellect. »

Je ne suis pas un « dénommé », mais je me nomme Jean-Pierre SPELLER, syndiqué C.G.T. depuis l'âge de 16 ans, fils et petit-fils de militants C.G.T. Pour que les choses deviennent claires, l'ai 23 ans, l'ai milité aux Jeunesses Communistes de 16 à 22 ans. J'ai quitté la J.C. en septembre 1968 parce que je n'étais pas d'accord avec la politique menée par le Parti dont j'étais membre lors de la grève générale de mai-juin 1968 et à la suite de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Mes positions peuvent se discuter, je n'en disconviens pas, mais je ne saurais accepter, et tout militant ouvrier avec moi, qu'on utilise le langage en vigueur du temps des « crimes du culte de la personnalité » où STALINE a assassiné par centaines de milliers les combattants de la Révolution d'Octobre, réhabilités ensuite. Il suffit, je le répète, de rappeler que j'ai 23 ans pour montrer que je ne saurais accepter d'être ce que je ne suis pas, un ennemi « de longue date de la C.G.T. ».

3. - Indépendamment des circonstances au moment où je prenais conscience d'avoir perdu mon œil gauche à l'hôpital, je m'inscris en faux contre l'assertion mensongère que je refuserais « la solidarité offerte aussi bien par l'Union syndicale du 9° que de la Fédération des Travailleurs du Livre - C.G.T. ». La preuve, c'est que moi-même et d'autres militants avons contacté le syndicat dont je suis adhérent : la Chambre syndicale typographique parisienne C.G.T. dont le Comité syndical a adopté à l'unanimité la résolution suivante :



Dans son numéro 432, du 4 décembre 69, Tribune Socialiste prend position contre les attaques de Chaban-Delmas envers la C.G.T. en ces termes :

La situation ne permet certes pas au gouvernement de s'engager immédiatement sur la voie d'une réglementation plus rigoureuse du droit de grève, mais il est clair qu'il est décidé d'utiliser toutes les faiblesses actuelles du mouvement ouvrier pour le conditionner et lui faire perdre du crédit auprès d'une partie des masses. L'occasion pour mettre en œuvre cette orientation lui est évidemment donnée par le piétinement des syndicats, par le cloisonnement et la dispersion des luttes. Les propositions de contrat de progrès n'enthousiasment pas grand monde, mais nos gouvernants essayent de persuader les travailleurs du secteur public qu'il n'y a pas d'autre issue dans la conjoncture présente. Secteur par secteur, le régime va essayer de décourager, de démoraliser les travailleurs.

C'est pourquoi il ne peut être question pour nous de nous réjouir du camouflet reçu par la C.G.T. Non seulement, il rejaillit sur l'ensemble du mouvement syndical, mais il donne aussi un avantage politique à une équipe gouvernementale qui en avait bien besoin. Très clairement, nous devons dire que les attaques bourgeoises contre le communisme totalitaire ne nous impressionnent pas et que nous les rejetons comme de méprisables manœuvres, malgré toutes les divergences qui nous séparent du P.G.F.

#### FEUILLETON

### LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

### SEMBENIE OUSMANIE

Dakar Thiès

GAMBIE

SENEGAL

GUINEE P.

HAUTE VOLTA

La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE V

### Dakar - Ramatoulaye

Résumé des chapitres précédents. — Les cheminots africains du Dakar-Niger qui revendiquent le même statut que celui des travailleurs européens sont en grève illimitée. Les autorités coloniales ont fait couper l'eau et font pression sur les commerçants pour les empêcher de vendre des vivres à crédit aux familles des grévistes.

DEYE TOUTI s'en revint vers la borne. Arame qui l'avait vu arriver s'avança vers elle :

— Toujours pas d'eau, dit-elle, et elle ajouta : il faut que tu dises « oui ».

- Que je dise « oui », et pourquoi ?
- Pour ton mariage.
- Tu radotes, ma vieille.
- Qu'est-ce que ça veut dire ça?
- Oh rien, c'est comme si je te disais qu'il te manque quelque chose là!

Et N'Deye toucha son front d'un doigt.

Les deux jeunes femmes étaient parvenues à la fontaine autour de laquelle étaient groupées des femmes lassées par l'attente. Autrefois, avant la grève, les distributions d'eau étaient cause de mille bavardages, de commérages, voire de disputes, mais maintenant il ne demeurait plus qu'un morne silence, l'immobilité de l'impatience vaincue par la fatigue, une sourde crainte mêlée de haine contre cette machine que les Blancs pouvaient arrêter comme ils voulaient. Car tout dépendait d'eux, depuis l'usine de purification jusqu'au moulinet de la pompe en passant par le labyrinthe des conduits. Soudain, on entendit quelques glouglous puis une sorte de jappement sonore. Il y eut une bousculade et la petite Anta fit tourner le disque de la pompe. En vain.

— Ils nous tuent peu à peu, ces toubabs, dit une femme qui mâchonnait un cure-dents. Encore une fausse alerte. Il n'y a plus une goutte d'eau jusqu'à Pikine.

Toutes les femmes étaient maintenant pressées autour de la fontaine. On tenait à bout de bras quelque récipient, on renouait un pagne, on redressait sur son dos un bébé qui avait glissé; tout cela la bouche ouverte, les lèvres pendantes et les yeux fixés sur une goutte d'eau qui venait d'apparaître à la pointe du robinet, comme une perle au bec d'un oiseau. A l'intérieur de la fontaine on entendait comme un vaet-vient — d'air ou d'eau ?... un bruit de succion, puis le silence.

— Faites monter la petite Anta, dit la femme au cure-dents.

On installa la fillette sur le tambour.

— Qu'est-ce que tu ressens ?

 Ouai, ça bouge dans mon ventre, on dirait que ça tourne. Mais c'est dans mon ventre.

De nouveau les femmes reprirent leur immobilité. L'espoir avait quitté les visages. Soudain on vit apparaître Houdia M'Baye, suant et soufflant, ses seins taris battant au rythme d'un mauvais cœur.

— Qu'est-ce qui te prend de courir comme ça ? Tu es folle ?

 Kaye, kaye, bégaya Houdia M'Baye, viens avec moi, viens voir.

- Voir quoi, demanda Ramatoulaye ?

Viens voir seulement.

J'arrive.

Ramatoulaye prit son temps. Au passage, elle admonesta N'Deye Touti et Oulymata, l'une des femmes d'El Hadji Mabigué qui se disputaient une place dans la queue :

— Toi, N'Deye, cesse de discuter, et toi, Oulymata, reste à ta place, si ton mari ne disait pas du mal de nous aux toubabs, les robinets ne seraient pas fermés. Alors, reste tranquille!

Ramatoulaye fit le trajet de retour d'un pas tranquille mais en arrivant à la maison elle manqua d'étouffer de colère au spectacle qui se présenta à elle : dans la courette, des morceaux de calebasses étaient dispersés çà et là, quelques grains de riz souillés, quelques restes de tourteaux parsemaient le sol. Dans la cuisine, la marmite était renversée sur un feu éteint. Les larges narines de Ramatoulaye frémirent et ses paroles sortirent difficilement de sa gorge serrée :

- Qui a fait çà ?
- C'est Vendredi, dit Houdia M'Baye.
- Vendredi, Vendredi. Où est-il ?

— Il était encore là quand j'ai couru te chercher. A ce moment, un bêlement se fit entendre tout proche. Il venait sans aucun doute de la grande cour. Ramatoulaye qui courait rarement, se précipita comme une furie. Sur la véranda, elle aperçut le bélier qui sortait paisiblement de chez Bineta en mâchonnant un

bout d'étoffe rouge rayée de blanc. Ramatoulaye serra

son pagne autour de ces hanches et assujettit son foulard de tête :

— Ne bougez pas, vous autres ! dit-elle aux femmes et aux enfants qui s'étaient rassemblés. Abdou, apporte-moi le grand couteau ! Fais vite ! Ou vous mangerez de la viande du bélier ou ce sera la mienne, mais ce soir personne ne couchera avec la faim!

Le garçon apporta un vieux coutelas tout rouillé et ébréché. Ramatoulaye descendit du perron, le regard fixé sur l'animal. Celui-ci mâchait toujours son bout de tissu, mais, à la vue de la femme, il fit quelques pas en arrière, et rentra la tête dans les épaules, le menton à ras du sol, les cornes pointées. Il cessa de faire aller et venir ses mâchoires, ses prunelles d'un blanc bleuté luisaient méchamment. Le cou ainsi tassé, les pattes de derrière fléchies, on eût dit un ressort prêt à se détendre. Le couteau à la main, Ramatoulaye regardait ce cou massif. Une sueur épaisse coulait tout le long de son corps et il lui sembla que son sang s'était refroidi. Elle avait les reins tendus, le basventre creusé et ses nerfs paraissaient jouer directement sous la peau.

Houdia M'Baye et les enfants étaient complètement hébétés. Bouches et yeux grands ouverts, ils regardaient tantôt la femme, tantôt le bélier. La chatte avait passé sa tête entre les jambes torses du petit N'Dole.

Vendredi gratta le sol de ses sabots, puis, tête baissée, il fonça et l'on eût dit qu'il rentrait dans Ramatoulaye. La folle course les mena jusqu'à la deuxième petite case dont ils défoncèrent un panneau. Ramatoulaye, à moitié à cheval sur le bélier, les genoux traînant par terre, lui avait noué les deux bras autour du cou; l'animal décrivait des cercles tout en secouant énergiquement la tête pour se débarrasser de cette cravate de chair qui l'étouffait, sa langue pendait, ses babines étaient retroussées sur ses dents jaunes. Dans la lutte, le couteau était tombé et Ramatoulaye avait perdu presque tous ses vêtements.

A la vue de cette nudité, Houdia M'Baye se hâta d'enfermer les enfants. La chatte, le dos rond, surveil-

lait la scène sous ses paupières plissées. A ce moment, survint Bineta qui en voyant en quelle posture se trouvait l'aînée de la famille et ses jambes couvertes de poussière et de sang, ne put que porter sa main à sa bouche en articulant à peine quelques « Lah ilaha ilaha ». Elle eut pourtant la présence d'esprit de recouvrir d'un pagne la nudité de Ramatoulaye mais celle-ci, tout en haletant, lui cria:

— Ramasse plutôt le couteau, Bineta!... le couteau! On ne meurt pas d'être tout nu!

Bineta trouva l'arme et s'approcha, les yeux écarquillés.

 Qu'est-ce que tu attends? Ouvre-lui la gorge!
 A la vue du jet de liquide rouge qui jaillit aussitôt son geste accompli, Bineta fit un pas en arrière et demeura comme pétrifiée, le couteau toujours à la

Le bélier eut un sursaut.

— Passe-moi ce couteau, Bineta, puis elle appela : Abdou, Abdou!

On vit Houdia M'Baye ouvrir la porte de la grande case et le garçon se précipiter.

— Tiens-lui les pattes, dit Ramatoulaye à cheval sur le bélier, et par trois fois elle enfonça la lame dans le cou de l'animal; le sang gicla à nouveau et la grosse figure de Bineta qui tremblait de tous ses membres, en fut aspergée. Ramatoulaye essuya son arme en la passant sur l'épaisse toison, puis elle se redressa. Il n'y avait dans son regard ni fierté ni orgueil, simplement une sorte de satisfaction comme si son acte n'avait été qu'un devoir dicté par la fatalité. A ce moment, elle s'aperçut qu'elle saignait et rentra dans la maison principale.

Si vite que se fût déroulée la scène, les voisins s'étaient rapidement rassemblés, le bruit avait même couru que Vendredi venait de tuer Ramatoulaye. En arrivant dans la cour, hommes et femmes, voyant le cadavre du bélier, s'avançaient, trempaient leur index dans le sang et se marquaient le front d'une petite tache rouge, puis commérages et bavardages allèrent leur train. El Hadji Mabigué n'était pas plus aimé de ses proches que des gens du quartier. Il y a longtemps disait-on, que l'on aurait dû tuer Vendredi que son maître engraissait aux frais des voisins. Soudain, une voix s'éleva :

(Suite page 20)



#### FEUILLETON

- Que l'on dépèce le mouton, chacun aura sa part.
- Ce furent les deux frères Sow qui se présentèrent pour dépouiller l'animal.
- La bonté de Dieu est infinie, dit la femme au cure-dents. Ce matin, nous n'espérions plus rien... même pas une poignée de riz, et voilà que nous avons de la viande fraîche! Hé, Mame Sofi, vous pourrez en garder pour vos enfants!
- La Providence est grande, mais chacun doit prendre sa part. Envoyez vos enfants aussi et apportez de l'eau car nous n'en avons plus. Et vous, les femmes, allez vider le fond de vos canaris. Il faut beaucoup d'eau. Nous allons faire bouillir Vendredi, comme ça il y aura à boire et à manger!
- En rentrant dans la grande barque, Mame Sofi trouva Bineta, sa « rivale », qui s'essuyait le visage avec un chiffon.
- Je t'avais bien dit, ce matin, que nous baptiserions « Grève » aujourd'hui. Et, tu vois, nous avons un mouton! dit-elle avec un sourire malicieux, puis elle s'approcha de Ramatoulaye.

Celle-ci était allongée sur le matelas. Elle n'avait pas grand mal. Des douleurs aux reins — à cause du choc, disait-elle — mais la blessure au sein n'avait rien d'alarmant. A ses côtés, Houdia M'Baye pleurnichait en reniflant; quant à la chatte, elle était tapie contre le flanc de sa maîtresse et on ne voyait d'elle que sa grosse tête aux poils blancs.

- Pourquoi as-tu fait ça! dit Mame Sofi. Tu aurais pu te faire tuer! Vaï, si on n'avait rien eu à manger aujourd'hui, on aurait mangé demain. Les voisines ne nous ont jamais laissés mourir de faim.
- Je savais que Dieu était de mon côté, dit Ramatoulaye. Je sais aussi que l'on peut mourir de faim, et je sais encore que Houdia M'Baye n'a plus de lait! Dieu sait tout cela, lui aussi... Ce matin, j'avais dit à mon frère Mabigué que je tuerais Vendredi, Dieu m'est témoin que ce n'est pas à cause de cela que je l'ai fait. C'est parce que nous avons faim, trop faim. Les hommes le savent bien, mais eux, ils partent tôt le matin et ne rentrent que le soir venu. Et nous, les femmes, nous avons besoin d'un appui. Le rôle de chef de famille est lourd ,trop lourd pour une femme.

Ramatoulaye s'était tue un instant. Les autres l'écoutaient comme si elles assistaient à une confession :

— Quand on sait que la vie et le courage des autres dépendent de votre vie et de votre courage, on n'a plus le droit d'avoir peur... Même si on a très peur ! Ah! nous vivons des instants cruels, nous sommes obligés de nous forger une dureté, de nous raidir. Plus ça va, plus les temps deviennent durs. Si Vendredi n'avait pas anéanti notre espoir de la journée, il serait encore vivant! Et s'il m'avait encornée, vous auriez versé des larmes, vous auriez même oublié votre faim... pour la journée! Ah oui, Dieu sait que les temps sont durs!

Dans la pièce on entendit quelques sanglots.

— Je vais jusqu'à la poste essayer de téléphoner à Alioune, dit N'Deye Touti. As-tu dix francs, Houdia M'Baye? Prête-les-moi.

Houdia M'Baye releva sa camisole et de son naffa (1) sortit une piècette.

- Ne lui en dis pas trop et ajoute que ce soir nous leur enverrons du mouton bouilli, ils en ont besoin, les pauvres, dit Ramatoulaye d'une voix que la fatigue affaiblissait.
- D'accord, dit N'Deye qui, en sortant, croisa une autre femme qui arrivait tout excitée. Elle venait annoncer que Mabigué était allé chercher la police.
- Eh bien! préparons-nous à la recevoir, dit Mame Sofi, et elle se mit à remplir de sable une bouteille vide. D'autres l'imitèrent tandis que dans la courette où chacun s'affairait, on achevait de découper Vendredi.

A la permanence du syndicat, Deune plaisantait avec Arona tout en décachetant des lettres. Ils n'avaient pas grand-chose à faire. Arona avait déjà tourné vingt fois les pages du journal. Alioune rédigeait un rapport et de ses lèvres serrées s'échappait de temps en temps un léger sifflement; à l'autre bout de la table, Idrissa comptait en louchant les pièces qu'avaient rapportées les quêteurs du jour.

- Ça commence à compter, dit-il gaiement. Les gens sont fatigués de donner, mais ils continuent pourtant. Il y a même un toubab... je n'osais pas lui demander... Il m'a donné cent francs.
- Ça fait onze mille francs aujourd'hui. De quoi acheter des sacs de riz.
- Trois sacs de riz, précisa Deune. Il faudra bien ça, ajouta-t-il en riant, car Arona a parié qu'à lui tout seul il en mangerait dix kilos!

Idrissa jeta un regard de ses yeux bigles vers le ventre d'Arona :

- C'est dommage que je n'aie pas un sou, dit-il, car j'aurais tenu le pari et tu aurais perdu!
- A ce moment, la porte s'ouvrit. Douada, dit Beaugosse, entra et alla accrocher son casque au portemanteau.
  - Salut, les gars, dit-il.
- J'ai eu peur que tu n'aies été pris dans une rafle.

  Il y a des camarades qui ont été raflés à M'Bott, dit
  Alique

- Non, j'étais chez moi.
- Tu as mangé, au moins ?
- Oui, et j'ai vu Moudia M'Baye et N'Deye Touti. Tout va bien, là-bas.
- Tout va bien, tout va bien, sauf la distribution d'eau. Il faut que nous trouvions quelque chose contre çà. J'ai écrit à Doudou, à Lahbib et à Bakayoko pour leur expliquer la situation.

En entendant le nom de Bakayoko, une ombre passa sur le visage de Beaugosse. Mais il se reprit.

- Je voulais te dire quelque 'chose, Alioune. J'ai bien réfléchi, ces jours-ci. Tu as été très chic avec moi quand je suis sorti du centre d'apprentissage, mes premiers contacts avec les ouvriers n'ont pas été faciles. Eux, ils connaissent bien la pratique et le pourquoi de cette grève, moi je...
- Quoi, cette grève ?

Abdoulaye, le responsable de la C.G.T., venait d'entrer à son tour et interrompit Beaugosse.

- Vous êtes toujours en train de rouspéter. Je ne peux pas entrer ici sans entendre parler de « cette grève ». Vous n'êtes pas contents de l'aide de la C.G.T. de France ?
- Si, dit Alioune, nous leur sommes reconnaissants.
   Nous avons aussi reçu quelque chose du Dahomey et une lettre de Guinée annonçant de l'aide.
- Donc, ça marche!
- Mais, d'ici, nous n'avons encore rien eu, et cela, c'est important.
- J'y pense, J'y pense... mais cela demande une rencontre intersyndicale... Ah, pendant que j'y pense, Dejean et ses collaborateurs vont probablement vous recevoir bientôt. Tu es au courant ?
  - Je suis au courant

A cette nouvelle, Arona et Deune sautèrent sur leurs pieds. Idrissa regarda Abdoulaye de son ceil gauche.

- Je ne crois pas que ma présence vous soit indispensable là-bas, poursuivit celui-ci, dans l'espoir de se faire inviter à faire partie de la délégation.
- Thiès ne m'a rien dit dans ce sens, répondit Alioune.

Puis, tirant de sa poche une lettre froissée :

— A mon tour de te faire une commission de la part de ton copain Bakayoko. Tiens, voilà ce qu'il écrit : « Dis à Abdoulaye que rien n'est plus nuisible qu'un ouvrier qui joue à l'intellectuel et au protecteur des camarades... »

Bien qu'il fût d'un noir presque absolu, le visage d'Abdoulaye sembla changer de couleur et Daouda se mordit les lèvres comme si les paroles de Bakayoko avaient été aussi dites à son intention. Les autres ne comprenaient que confusément le sens de cette querelle.

Soudain, on entendit la sonnerie de l'appareil téléphonique accroché au mur du couloir. Abdoulaye sortit et presque aussitôt passa la tête à la porte :

- Tu as N'Deye Touti au bout du fil... Elle parle de Ramatoulaye mais je n'ai pas bien saisi. Veux-tu venir?
- Alioune, à son tour, quitta la pièce. Arona laissa éclater sa joie :
- Tu as entendu, Deune ? Dejean va recevoir le syndicat!
  - Eskaï Allah (2) ! dit Idrissa, nous aurons la re-

traite, un rappel de solde, de l'augmentation, les allocations familiales et les quatre mille auxiliaires.

- Et il ponctuait son énumération de grands gestes désordonnés.
- J'aimerais bien faire partie des camarades qui vont discuter, dit Deune. Peut être que toi, tu iras, Beaugosse, oui, tu vas sûrement aller à Thiès. Tu rencontreras Bakayoko, mon Bambara .Ah, ça a été dur, mais, maintenant, nous avons gagné.
- Il envoya une tape amicale dans le dos de Beaugosse. Celui-ci s'était avancé jusqu'à la fenêtre et semblait observer la rue.
- Fous-moi la paix! dit-il sans se retourner, même si vous avez vos revendications, je vous quitte!

Alioune rentra en coup de vent dans la pièce :

- Idrissa, Daouda, allez vite à N'Diayène! Ramatoulaye a tué Vendredi, le bélier de Mabigué!
- Comment a-t-elle fait ça, demanda Deune, effaré.
- Je n'ai pas de détails. Daouda, prenez quatre ou cinq types avec vous. Passe par le marché Sandaga, tu verras peut-être Dème, le chauffeur de taxi, dis-lui que vous venez de ma part et il vous emmènera là-bas. Fais vite!

Comme à regret, Beaugosse décrocha son casque, le bigle sur ses talons.

La journée s'achevait et, venue des quatre coins du ciel, l'ombre peu à peu envahissait la ville. Dans la courette de N'Diayène, les femmes jetaient les morceaux de viande de mouton dans la grande marmite, celle des jours de réjouissance. Les flammes dansantes d'un feu bien nourri éclairaient les visages affamés des enfants. Parfois, quelqu'un de plus pressé activait le feu en enfonçant dans les braises une bûche qui faisait jaillir une explosion d'étincelles. Depuis un moment, la faim semblait avoir cessé de torturer les ventres car on savait que, dans quelques instants, la viande serait cuite.

C'est alors que les policiers firent irruption dans la grande cour. Cette soudaine apparition des hommes en armes jeta le trouble parmi les femmes. Dans leur affairement, elles n'avaient plus pensé, ou mieux pas cru, à la menace de l'intervention policière. Quelquesunes désorientées, effrayées, se précipitèrent dans la rue, mais, là aussi, il y avait des uniformes. Mame Sofi remonta son pagne et saisit les deux bouteilles pleines de sable bien tassé qu'elle avait préparées; Bineta sa « rivale », Houdia M'Baye et plusieurs autres l'imitèrent.

L'agent auxiliaire qui servait d'interprête, s'avança et amorça sur un ton d'homme habitué à être obéi :

- Nous voulons voir Ramatoulaye et reprendre le mouton!
- Le mouton, le mouton... répétèrent les femmes comme si elles ne comprenaient pas.

Celles qui étaient les plus proches de la chaudière éteignirent le feu, prirent des morceaux de viande qu'elles enveloppèrent dans des feuilles et les jetèrent par-dessus la palissade, dans la courette des frères Sow. Des gosses les imitèrent avec force piaillements.

- Macou! (Silence!) reprit l'auxiliaire. Nous voulons voir Ramatoulaye.
- Pas habiter ici, Missié blanc, dit l'une des femmes

(Suite page 21)

(1) Amulette pendue au cou des femmes. (2) Exclamation d'étonnement adressée à Dieu.



#### FEUILLETON

en français, en s'adressant à l'Européen qui commandait le détachement.

- Elle ment, répliqua l'auxiliaire.

Mais, au même instant l'on vit apparaître Ramatoulaye sur le perron. Visiblement encore éprouvée par son combat avec le bélier, elle descendit les marches à pas lents.

- C'est elle, chef, dit l'auxiliaire, et six policiers s'avancèrent à la rencontre de Ramatoulaye tandis que les yeux de l'assistance étaient fixés sur elle.
- Tu vas nous donner le mouton et nous suivre au poste de police, dit l'auxiliaire.
- Où est N'Deye Touti? demanda Ramatoulaye à ses voisines.
- Elle est partie téléphoner au syndicat, répondit Houdia M'Baye.

L'interprète avait entendu et compris ces paroles; il s'approcha de son supérieur et lui dit quelques mots en français. Celui-ci appela un agent, lui donna un ordre et l'on vit l'homme partir en courant.

- Nous voulons le mouton, répéta l'interprète.
- Dis à ton chef que le mouton ne sortira pas d'ici. Vous me vouliez, moi, me voici, mais le mouton a dévoré notre riz...
- Il dit qu'il faut venir avec le mouton!
- Dis-lui que ce soir nous souperons avec le mouton!

L'interprète ne rapportait à son supérieur qu'une partie des paroles de Ramatoulaye, encore ne le faisaitil qu'à sa manière. Il essaya de la persuasion :

- Viens avec le mouton. On ne te gardera pas ; tu n'auras qu'à signer un papier. Je connais le chef, il est juste. Il n'est pas comme les autres toubabs...
- Moi, je ne connais aucun toubab! Ils sont tous pareils. Le seul qui était bon est mort en naissant. Le mouton ne sortira pas d'ici!
- Que dit-elle ? demanda le Blanc qui s'était approché.
- C'est une mauvaise femme. Elle ne veut pas nous suivre. Faut-il appeler du renfort?
- Dis-lui que nous ne prendrons que le mouton et qu'elle pourra venir demain. Dis-lui que je ne suis pas méchant...
- Méçant, pas méçant? moi connaître pas, interrompit Ramatoulaye. Vendredi pas pâti... lui manzer riz, moi couper cou! Enfants beaucoup faim, Vendredi manzer riz enfants. Moi venir avec toi, Vendredi pas venir, Vendredi pour manzer.

Puis, se tournant vers les femmes qui se massaient derrière elle :

— Talsez-vous. Qu'est-ce que tu as à pleurer, Houdia M'Baye, comme s'il y avait un mort dans la maison?

Le silence se rétablit. Seule, venant de la rue, une rumeur sourde. Chacun se demandait où Ramatoulaye avait bien pu puiser cette volonté nouvelle. L'officier de police voyant briller devant lui ces gros yeux blancs où flambait la colère, se sentant bravé, commençait, lui aussi, à s'échauffer. Les autres femmes étaient proches de la panique. Elles ne reconnaissaient plus leur compagne, habituées qu'elles étaient à la voir simple, sociale, douce avec les enfants. Jamais à la bornefontaine elle ne prenait part aux discussions, jamais elle ne médisait comme les autres. D'où lui était donc venue cette force neuve, où était la source de cette force qui se déchaînait soudain? Ce n'était pas à la guerre, Ramatoulaye n'était pas un homme, n'avait pas été soldat, elle n'avait pas connu les longues marches sac au dos au cours desquelles on amasse les rancœurs. Ce n'était pas à l'usine, Ramatoulaye n'avait jamais été soumise aux inhumaines cadences du travail ouvrier. Ce n'était pas dans de multiples étreintes d'hommes. Ramatoulaye n'était pas de celles qui dilapident leur tendresse. Où donc alors ? La réponse était simple comme elle l'était elle-même : dans les cuisines aux foyers éteints.

Ramatoulaye avança encore d'un pas :

— Missié, toi pâti ! Ici, maison pour nous, pas maison pour Blancs ! Vendredi manzé riz enfants, moi coupé cou Vendredi, enfants gagné manzé, c'est quitte !...

Autour d'elle on commençait à brandir des bouteilles des taparquats (3), des pilons, des morceaux de bois ramassés çà et là. Les policiers se virent rapidement encerclés.

L'auxiliaire voulut dire quelque chose. Ramatoulaye lui coupa la parole :

— Toi, je n'ai plus rien à te dire. Si tu est encore debout, c'est grâce à ce toubab!

Cependant, dans la rue, des renforts étaient arrivés, gendarmes et soldats, et c'est dans la rue que, sans que l'on sût trop comment, la bagarre commença entre les femmes et les forces de police.

Pour un mouton! dit la femme au cure-dents, nous vendrons cher sa peau!

Mame Sofi qui avait repéré près de la cabane un policier de petite taille l'assomma d'un seul coup de ses bouteilles de sable, puis, comme une furie, elle se rua sur l'auxiliaire et lui envoya la seconde bouteille en plein visage. Bineta se servait d'un pilon avec lequel

LUTTE OUVRIERE

elle faisait de grands moulinets au-dessus des têtes. Houdia M'Baye, elle, telle un petit fauve, s'était accrochée des bras et des jambes à un agent qui lui martelait le crâne avec une satisfaction visible.

La chatte elle-même avait sorti ses griffes et crachait des injures.

Au long des quelque quinze cents kilomètres de voies du Dakar-Niger qui desservaient plus de deux millions de kilomètres carrés à l'est du continent africain, les hommes commençaient à avoir assez de palabrer sur la grève. Ils étaient fermement décidés à ne pas reprendre le travail, mais il fallait tuer le temps, tromper la faim, remplir tous ces dimanches qui se succédaient semaine après semaine, cette oisiveté que l'on avait d'abord dégustée avec délice et dont maintenant on se saoulait jusqu'à la lie. Vêtus de ce qui restait de leurs meilleures hardes - celles qu'avaient refusées les prêteurs sur gage - les hommes jouaient aux vacances. Dès le matin, on les voyait partout, ils envahissaient les marchés, les grandes places comme les plus petites placettes; en bandes joyeuses ils allaient butinant de boutique en boutique. Dieu luimême s'était mis de la partie, il avait balayé ses parterres, son ciel n'avait plus un nuage; au-dessus des toits, des arbres, des montagnes, il n'y avait plus qu'un immense vide bleu, on ne voyait même plus onduler les minces fumées qui d'habitude encrassaient l'air.

On avait ressucité des fastes des jours anciens, oubliés depuis des temps immémoriaux. Les femmes se teignaient les mains et les pieds au henné rehaussé de noir de caoutchouc brûlé, elles passaient leurs lèvres à la pierre de djenné (4) ; elles arboraient, surtout les jeunes filles, les coiffures les plus compliquées, faites de tresses enchevêtrées ou curieusement séparées. Elles déambulaient dans les rues, s'abandonnant gracieusement au rythme des baras que l'on entendait à chaque carrefour. Des hommes armés de bâtons mimaient des combats au sabre dont les règles remontaient au temps du règne de El Mami Samori Touré.

Mais ces réjouissances ne durèrent pas très longtemps. L'ombre d'une absence pesait sur tous, l'absence de la machine. Au début, les hommes avaient proclamé avec orgueil qu'ils avaient tué la « Fumée de la savane ». Maintenant, ils se souvenaient du temps où pas un jour ne se passait sans voir cette fumée rouler au-dessus des champs, des toits, des arbres de la brousse, où pas une nuit ne s'écoulait sans le bruit de ferraille, le heurt des tampons des wagons, le sifflet des locomotives, sans les lueurs rouges, vertes ou blanches des falots des équipes de manœuvre. Tout cela avait été leur vie. Ils y pensaient sans cesse, mais gardaient jalousement ces pensées comme un secret, tout en s'épiant l'un l'autre comme s'ils avaient peur de voir le secret s'échapper à quelqu'un d'entre eux. Pourtant, ils sentaient confusément que la machine était leur bien commun et que la frustration qu'ils éprouvaient tous en ces jours sombres leur était également commune.

Tels des amoureux éconduits, ils revenaient sans cesse aux alentours des gares. Ils restaient là, les yeux fixés sur l'horizon, immobiles, échangeant à peine quelques phrases banales. Parfois, un îlot de cinq ou six hommes se détachait du groupe compact et partait à la dérive en direction de la voie. Pendant quelques instants, ils longeaient les rails puis soudain, comme pris de panique, ils se hâtaient de revenir s'agglomérer à la masse. Alors ils restaient là, accroupis ou debout au pied d'une dune, les yeux fixés sur les deux parallèles qui s'allongeaient sans fin pour aller se fondre au loin dans la brousse. Quelque chose de nouveau germait en eux, comme si le passé et l'avenir étaient en train de s'éteindre pour féconder un nouveau type d'homme, et il leur semblait que le vent leur chuchotait une phrase de Bakayoko souvent entendue : « L'homme que nous étions est mort et notre seul salut pour une nouvelle vie est dans la machine, la machine qui, n'a ni langage, ni race. » Mais eux restaient muets. Seule se voyait dans leurs veux une lueur de mauvaise extase qui contenait à la fois l'horgrandissante de la famine attente du retour de la machine. Parfois, la tempête s'élevait. On voyait au loin les cimes des grands arbres s'agiter furieusement. Dans les gares dont les toitures de plaques de ciment s'étaient fendues sous l'action du soleil, des ruisselets d'eau se glissaient partout et les portes des vérandas, les portières de wagons de voyageurs ou de marchandises s'ouvraient soudain sous la poussée du vent comme des gueules béantes, puis se mettaient à battre et à grincer sur leurs gonds sans huile. Cette instruction des forces de la nature contre la machine était un spectacle déchirant qui humiliait le cœur des hommes.

Une fois par semaine seulement la « Fumée de la savane » courait à travers la brousse, conduite par des Européens. Alors les grévistes tendaient leurs oreilles, tels des flèvres surpris par un bruit insolite. Pendant un instant, le passage de la locomotive apaisait le drame qui se jouait dans leur cœur, car leur communion avec la machine était profonde et forte, plus forte que les barrières qui les séparaient de leurs employeurs, plus forte que cet obstacle jusqu'alors infranchissable : la couleur de leur peau. Puis, la fumée disparue, le silence ou le vent s'installait de nouveau.

A suivre

(3) Sorte de massue dont les ménagères se servent pour repasser les vêtéments.
(4) Antimoine.

Copyright Presses de la Cité.



# La deuxième

### de Ramon Mercader

de Jorge Semprun (Prix Fémina 69) (1)

E nom de l'assassin de Trotsky, dans le titre d'un roman, ne peut manquer d'attirer l'attention de tous ceux qui savent que le 20 août 1940, un agent de la Guépéou, Ramon Marcader, alias Jackson - Mornard - Torkof, fracassa le crâne de Trotsky d'un coup de piolet à Coyoacan (Mexique).

C'est d'ailleurs pour parler de cet assassinat et de bien d'autres commis par le régime stalinien — pendant la guerre d'Espagne contre Andrès Nin et des militants du P.O.U.M.; en U.R.S.S. contre les vieux bolcheviks ou tous ceux qui voulaient leur rester fidèles — que Semprun va faire résonner ce nom, autour duquel on fait surtout silence en U.R.S.S., ce nom qui est attaché à un crime dont Marcader fut l'exécuteur des basses œuvres et pour lequel il ne reçut des siens, en récompense, que l'isolement et l'oubli le plus officiel possible.

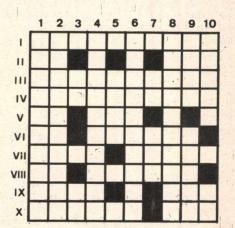
Cependant le roman est conçu essentiellement comme un roman d'espionnage, avec des agents secrets de la R.D.A., de Moscou, de Washington, et des services de la police secrète hollandaise. Un faisceau d'intrigues se noue autour de Ramon Mercader, homme d'affaires espagnol, né en 1931, agent secret au service de l'U.R.S.S. et qui, en ce mois d'avril 1966, fait un voyage éclair à Amsterdam où il sera victime d'un guet-apens. Le roman d'espionnage est mené avec beaucoup de brio.

Les moments où l'auteur nous amènera à Coyoacan, dans les minutes qui précèdent l'assassinat de Trotsky, ou en Russie dans la datcha où Ramon Mercader, l'assassin de Trotsky, pourrait vivre, sont imbriqués dans la progression du roman. Ce n'est pas là un des moindres procédés techniques qui peut dérouter le lecteur. Mais lorsqu'on a accepté de suivre l'auteur, tant dans ses retours dans le temps que dans les divers lieux où se déroule l'action, que l'on participe avec lui aux différents angles de « prise de vue », on ne le regrette pas.

Comme on ne regrette pas d'avoir passé une partie du temps au Musée de Mauritshuis, devant « Le Chardonneret de Carel Fabritius », « La Vue de Delft », ou à flâner dans l'ombre des châtaigniers et des eucalyptus de Cabuerniga.

(1) Chez Gallimard - 28 F.

### MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. Partageux. — II. Dans la lèpre. Ville de cure célèbre. — III. Les cactus de Séguy. — IV. Casse la croûte sans pour autant avoir bon appétit. — V. Symbole chimique. Début du néant. — VI. Edmond Dantès y fut en cellule. Jeu grec. — VIII. Bouchon matinal à Paris. Souvent dessalée. — VIII. Une règle qui n'est pas monastique. Un prédécesseur de Gerlier. — IX. Du primaire au quaternaire. Sortis de l'œuf. — X. Connaissent. Doublé, fait dormir.

Verticalement. 1. Eléments subversifs pour Cha-

ban. — 2. Assombrira. — 3. Ratrie d'Abrahim. En ville. — 4. Fillette de Mâcon. — 5. Guichard en entendit plusieurs. — 6. Quand il est minuit. — 7. Personnel. Une drôle de chevalière. — 8. Firent le plein, et au-delà. — 9. Moult. Crèvent parfois, mais reviennent toujours. — 10. Chevilles tordues. Toujours aussi personnel.

#### SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

Horizontalement. — I. Parloir. — II. Laïus - Anse. — III. D.S.T. - B.I.T. — IV. Suaire - Vae. — V. N.S. - Teckels. — VI. Pair - Aïs. — VII. Evinça - No. — VIII. Rations - Ia. — IX. Sial - Urée. — X. Fée - Etain. Verticalement. — 1. Plisnier. — 2. Aa - Us - Vase. — 3. Rida - Pitié. — 4. Susitania. — 5. Ostréicole. — 6. Ecran. — 7. Ras - Sua. — 8. Nivéa - Ri. — 9. Stalinien. — 10. C.E. - Essore.

#### AU STUDIO GIT-LE-CŒUR

29 - 36

U Studio Gît-le-Cœur passent actuellement, sous le titre « 29-36 », trois films significatifs sur cette période. Les deux premiers sont deux courts métrages, « Nogent, Eldorado du Dimanche », de Marcel Carné (1929) et « La Marche de la Faim » (1935) ; le troisième, « La vie est à nous », fut réalisé par Jean Renoir en 1936.

« NOGENT, ELDORADO DU DIMANCHE ». — C'est dimanche, les usines sont vides, les bureaux aussi, les rideaux de fer des boutiques sont baissés. Les Parisiens émigrent vers Nogent, vers la Marne en métro et en train ou à vélo. On se baigne, on flâne, on danse dans les guinguettes. Mais le soir arrive et il faut regagner la ville et le travail, pour le « métro-boulot-dodo » quotidien.

C'est un dimanche sans histoire, un dimanche populaire. Entre ce film et le suivant se

situe la grande crise de 1929, qui, partie des U.S.A., va ravager le monde entier.

« LA MARCHE DE LA FAIM » débute par ces chiffres : 6 millions de jeunes de 16 à 24 ans sans travail, 20 millions de chefs de famille au chômage.

Ainsi le personnage principal est-il tout naturellement celui du chômage, de la misère.

La trame du film est simple :

La trame du film est simple : un travailleur débauché cherche un emploi depuis 22 mois. Le vertige de la faim, celle de ses enfants et la sienne — qu'il tente de calmer à coups de rares (et chères) cigarettes — la ronde effrayante des « pas d'embauche », « plus d'embauche », la longueur sans fin et sans espoir des colonnes des petites annon-

ces, tout cela le pousse au sui-

Sauvé de justesse, il trouve une raison de vivre (LA raison de vivre, devrait-on dire), alors que l'on devine, en arrière-plan, un cortège de manifestants ouvriers.

« LA VIE EST A NOUS » fut tourné en 1936, à l'instigation du P.C.F. pour lui servir d'arme de propagande électora.

ropagande électora.

Ce film a été conçu comme un véritable tract, Illustrant, défendant, chapitre par chapitre, la politique du P.C.F.

La première séquence filmée — le premier paragraphe — nous fait assister dans une salle de classe à l'énumération des richesses industrielles, agricoles, de la France. Les écoliers — fils d'ouvriers — discutent à la sortie de l'école. L'un d'eux parle avec un plaisir évident des bêtes de ferme, de la volaille, du poulet, lorsque l'un de ses camarades lui demande s'il en a déjà mangé. La réponse, nous n'avons pas besoin de l'entendre, nous la connaissons; « à la maison il reste encore trente sous », dit un autre gosse qui s'imagine riche avec une telle somme

une telle somme.

Les responsables de cette misère, ce sont les « 200 familles ».

Nous les voyons (bien) vivre, elles et les agents, les « Croix de Feu » et autres « Volontaires Nationaux ». On suit les émeutes de l'extrême droite de 1934 et l'entraînement de ses bandes : tir sur cible (celle d'un « salopard » est coiffée d'une casquette d'ouvrier).

Face à cela, la politique que propose le P.C.F.

Aussi entend-on, voit-on les différents leaders staliniens, Cachin, Thorez, Duclos, Marty (quelque peu tombé en disgrâce depuis). L'œil attendri du « petit

La musique adoucit-elle

les guerres?

père des peuples » — dont un portrait géant sert de toile de fond — veille sur les dirigeants du P.C.F., alors qu'ils lisent, face à la caméra des discours électoraux. (Même lorsque l'on sait que les discours gauchistes de la 3° période n'ont servi qu'à couvrir l'opportunisme de la direction stalinienne, on est surpris d'entendre Duclos et Thorez parler de « révolution », de « République des Soviets de France ». Cela change tout de même de la peu attirante « démocratie rénovée ».)

Avec le courrier apporté sur le bureau de Cachin ce sont trois secteurs d'intervention précis des militants du P.C.F. — usine, campagné, Jeunesse — que nous découvrons, chacun en une séquence, au travers de trois lettres. Deux séquences sont particulièrement belles. L'une où l'on peut suivre le travall quotidien des militants ouvriers du P.C.F., à l'occasion d'une grève victorieuse menée pour la réintégration d'un vieux travailleurs licencié faute de pouvoir tenir les cadences. Dans l'autre, nous suivons pas à pas le cheminement d'un jeune chômeur jusqu'à ce qu'il rejoigne les rangs des jeunesses communistes.

Quels que solent les relents de « réalisme » stalinien et la naïveté de ces trois séquences — il s'en dégage un pouvoir, un dynamisme certains.

Il faut dire qu'à cette époque, le P.C.F. — bien que sa politique n'alt rien eu à envier à celle que nous lui connaissons aujourd'hul — était bien plus que de nos jours, aux yeux de la grande majorité des travailleurs et de ses propres militants, le parti de la révolution mondiale et de la jeunesse.

Et cela n'est pas pour peu dans la qualité, la force politique des trois films qui nous sont présentés au Studio Gît-le-Cœur.



Photo du film « La marche de la faim ».

# Le doigt sur la gazette

### Hugh!

Le Monde du 27 novembre informait :

« L'armée américaine a renoncé à fabriquer une sorte de fusil-sarbacane tirant de petites fléchettes, dont l'utilisation était prévue pour disperser les manifestants et les pillards. Ces fléchettes étaient enduites d'une substance paralysante, empêchant de se mouvoir pendant quelques minutes la personne touchée.

« Après 48.000 dollars de dépenses dans ces recherches, le projet a été abandonné parce que la précision de tir est insuffisante et que l'effet de la substance paralysante est trop lent. »

En somme, c'est exactement comme à Helsinki : « Soldats, jetez vos armes inutilisables et empressez-vous de fourbir les autres... »

### SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

Décapitons cent veaux

Devant l'implacable dévôt, les capitaines boudent l'infime cou de Pompadour.

# Gare du Nord, la police croit interpeller des Vietnamiens venus manifester : c'étaient des touristes japonais

MPORTANT déploiement de forces, mardi matin, vers 8 h. 30, à la gare du Nord, Policiers en civil, en uniforme, dans des cars, sur les quais. On attendait, en provenance de Londres, un train qui devait amener 150 Vietnamiens, prêts à manifester à Paris, comme la veille à Londres, « contre l'agres-

sion U.S.».

8 h. 50. voie 17: lentement le train entre en gare.
Les passagers enropéens descendent et passent tranquilles...

Sur le quai, à quelque cinquante mètres de la sortic, une centaine d'Asiatiques se regroupent. Aussitôt, le visage sévère, les policiers avancent en formation serrée et entou-

rent le groupe. Ils examinent, soupeonneux, les banderoles brandies, rouges et jaunes, brodées d'inscriptions pour eux cabalistiques, Vérification d'identité. Etonnement poli des Asiatiques devant un tel accuteit.

On trouve cufin im interprete. Les visages se detendent de part et d'autre. Renseignement pris, les « dangereux trublions » étaient de paisibles touristes japonais : architectes, ils venaient dans notre capitale étudier les principaux monuments.

oure capitate etudier les principaux monuments.

Quant aux inscriptions des drapeaux. elles signifiaieut tout simplement : « Association des architectes de Kyolo».

Article paru dans France-Soir au lendemain des manifestations des 14 et 15 novembre.

des 14 et 15 novembre.
Y en a qui devraient bien faire notre jeu-test (voir page suivante).

Publicité pour les Nations Unies, parue, entre autres, dans l'hebdomadaire gaulliste L'Actualité.

Quand le machin avoue qu'il ne sert à rien, s'en vante, mais mendie quand même. Et pourtant, d'après les estimations de l'O.N.U., la vie d'un enfant ne vaut pas bien cher! UAND une bombe éclate sur la brousse, quand elle brûle sur les paillottes, quand les paillotes s'enflamment à leur tour, et quand les hommes crient, quand les femmes crient, quand les enfants crient,... qu'est-ce qui pourrait bien couvrir le bruit?

Quand un petit garçon promène un beau gros ventre, et qu'au-dessus on voit chacune de ses côtes, et quand ses bras sont aussi rétrécis, aussi fragiles, aussi cassables que ceux des petits enfants juifs (vous vous souvenez, il y a vingt-cinq ans?)... qu'est-ce qui pourrait bien vous couvrir

les yeux, et vous protéger?

Un peu de musique douce, un peu de

variétés américaines ? Non. Qu'est-ce qui pourrait bien empêcher les bombes de tomber, et le village de brûler ? La voix de Sinatra (toute la tendresse du monde) ? La voix de Ray Charles (toute

la douleur du monde)? Certainement pas.
Parlons franchement et simplement.
Nous sommes les Nations Unies,
le Haut Commissariat pour les
réfugiés. Nous avons édité un disque
de variétés 30 cm, et une cassette,
auxquels les meilleurs artistes
américains ont participé gracieusement,
ainsi que leurs maisons d'édition; ils n'ont
pas fait ça pour la gloire; ils n'en ont pas
besoin; ils l'ont fait pour faire quelque

chose : simplement leur devoir.

Le disque s'appelle World Star FestivalIl coûte 15,90 F. La cassette coûte 32,90 F.
Ça n'est pas cher. Mais peu importe. La
n'est pas le problème.

Le problème, c'est qu'avec les bénéfices, nous aidons les réfugiés du monde entier: à manger, à se réinstaller, à ensemencer leurs terres. A espérer, au fond. Nous n'avons pas la prétention de changer le monde. Nous ne vendrons jamais assez de disques; nous n'aurons jamais assez d'argent pour ça. Nous ne pouvons pas

empêcher les bombes, ni les coups d'état, ni même, vraiment, la misère. Notre petite musique n'adoucit pas vraiment les guerres (elle n'est pas même assez forte pour vous les faire oublier). Nous ne pouvons pas grand chose. Mais ce que nous pouvons

faire, nous le faisons. Et vous?

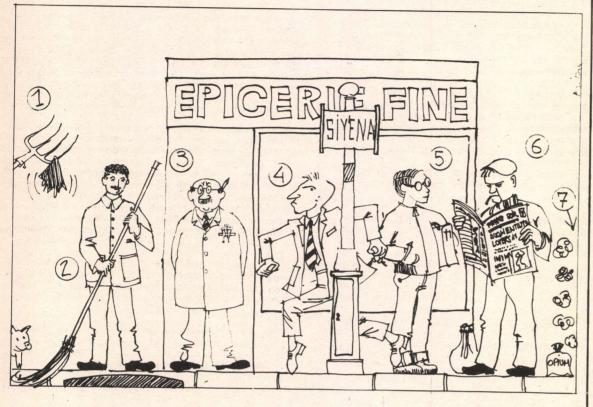
Un disque la vie d'un enfant pendant une semaine



Chez tous les disquaires.

World Star Festival, produit et réalisé
par le Haut Commissariat
des Nations Unies pour les Réfugiés.
159, avenue de Neuilly - 92 Neuilly

# Exercez votre perspicacité! LEQUEL DE CES INDIVIDUS EST SUSPECT?



#### REPONSE

5. — Etudiant ou jeune sûrement gauchiste, d'ailleurs s'il ne l'est pas, le deviendra (à sasonmer
dès qu'on en rencontre un paquet de trois).
6. — Ouvrier, manque de « sens national » (se
méfier dès qu'ils sont par paquets de trois).
7. — Fumeur d'opium (à prendre avec précautions, connaissent souvent des gens « hauts pla

pieds et tient une paire de clefs plates à la main il s'agit d'un automobiliste en zone bleue. Peu dangereux en raison de son extrême individualité (sournois).

3. — Dangereux révolté, ne ménager que celui de votre quartier. 4 . — S'il rase les murs, marche sur la pointe des 4 . — S'il rase les murs, marche sur la pointe des

 S. — Suspect à réserver pour viols de petites filles, « crimes de sang », etc., (signalement : type méditerranéen — ne pas confondre avec les Corses).

Ils le sont tous et voici pourquoi :

1. — Tout individu tenant dans sa main une faux
ou une fourche avec un fond de pantalon parlementaire doit être appréhendé. Il a'agit d'un
paysan débauché (sont en général violents).

2. — Suspect à réserver pour viols de petites

# Les travaux d'Hercule

N contremaître de chez Renault passait ses vacances à la campagne. N'étant pas habitué à l'inactivité, il s'ennuyait ferme. Un jour, n'y tenant plus, il alla voir le fermier voisin, et il lui dit : « Vous n'auriez pas, par hasard, un petit travail à me donner à faire, pour m'occuper, car je n'ai pas l'habitude de rester sans rien faire? »

Etonné, mais intéressé, le paysan lui dit :

— « Vous voyez ce gros tas de fumier, là-bas, eh bien, vous prenez la brouette et une fourche et vous allez le répandre par petits tas dans le champ que je vais vous montrer. »

Et le paysan repartit vaquer à ses occupations, persuadé que ce Parisien en aurait bien pour quinze jours à venir à bout de cette tâche. Mais deux jours plus tard, le contremaître était déjà revenu, et reprenait son refrain :

— « Je m'ennuie, vous n'auriez pas un petit travail à me confier. »

Après avoir été vérifier que le fumier avait bel et bien été répandu suivant les normes, le paysan, tout heureux d'avoir trouvé un aide bénévole aussi efficace lui dit :

— « Vous voyez ce tas de pommes de terre dans la grange ? Eh bien, vous allez les trier et mettre les petites à gauche et les grosses à droite. »

« Entendu », répondit le contremaître en mal d'occupation. Mais quinze jours se passèrent alors, sans que notre paysan ne vît son courageux Parisien se manifester de nouveau. Intrigué, et un peu inquiet, il se rendit dans la grange pour voir où les choses en étaient, et tomba sur le contremaître tout songeur, immobile devant le tas de pommes de terre qui n'avait pas bougé, une patate dans chaque main.

— « Alors — dit le paysan — qu'est-ce qui se passe ? Vous n'avez rien fait en quinze jours ? Pourtant vous aviez fait le premier travail en une journée!

— « Vous savez — répondit le contremaître — ce n'est pas étonnant, car lorsqu'on est chef à la Régie Renault, remuer la m... on s'y connaît, mais prendre une décision, c'est autre chose! »

Correspondant Renault

# Le doigt sur la gazette -

# Mantes, menteries et cimenteries



Ci-dessus, publicité parue dans le Journal du Dimanche du 30 novembre 1969.

Ci-contre, la première page du même numéro du même journal, dont un gros titre était précisément consacré au problème de la pollution atmosphérique à Mantes.

Comme quoi les publicitaires ne s'embarrassent pas de scrupules.



120 grammes de poussière en 5 heures sur 15 m<sup>2</sup>!

# UNE VILLE S'INSURGE CONTRE L'AIR POLLUÉ

C'est Mantes (et la-Jolie) où l'on a défilé pour exiger des usines de ciment un meilleur filtrage

### LES CONVERSATIONS BONN - MOSCOU:

## Allons-nous vers un règlement du problème allemand?

PRES vingt ans d'une guerre froide où d'un côté on dénonçait sans se lasser les « revanchards de Bonn », et où de l'autre on se refusait à tenir le gouvernement de Pankow (celui de la R.D.A.) pour autre chose qu'un gouvernement de fantoches aux mains des Russes, l'Allemagne Fédérale et l'Union Soviétique viennent d'engager un dialogue officiel. Soviétique viennent d'engager un dialogue officiel. Et d'ores et déjà, on sait que ces préliminaires ont abordé des problèmes de fond, et en particulier celui de la reconnaissance comme frontière orientale de l'Allemagne de la ligne Oder-Neisse.

Evidemment, rien de définitif n'est encore intervenu, et il n'est donc pas possible de savoir si ces premières conversations aboutiront à quoi que ce soit. Mais il convient, cependant, de s'interroger dès maintenant sur leur signification éventuelle.



Photo U.P.I.

A division actuelle de l'Allemagne lui a été imposée par les vainqueurs de 1945, les U.S.A. et l'U.R.S.S., et tout règlement, même partiel, du problème allemand dépend encore d'eux, en premier lieu, ou plus exactement, dépend de la plus ou moins bonne volonté américaine, car il y a longtemps que l'U.R.S.S. s'est déclarée favorable à la recherche d'un accord négocié sur ce problème, accord auquel s'opposaient et Washington et Bonn.

Si le gouvernement de Willy Brandt s'engage offi-ciellement dans une négociation sur la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, et sur l'établissement de nou-velles relations avc la R.D.A., cela signifiera deux choses : d'abord que les Etats-Unis ne sont pas fondamentalement en désaccord, à l'heure actuelle, avec de telles négociations, et d'autre part que Bonn a actuel-lement une marge de manœuvre, dans ses relations avec Washington, qui lui permet de se lancer dans une telle politique.

On voit très bien ce que l'U.R.S.S. aurait à gagner, ou du moins ce qu'elle penserait gagner, à une telle politique. La seconde guerre mondiale s'est achevée sans qu'aucun traité de paix ne soit signé entre les principaux ex-belligérants. Et depuis plus de vingt ans, la diplomatie soviétique est à la recherche d'un règlement européen qui consacrerait juridiquement l'état de fait mis en place en 1945. Il est d'ailleurs significatif, à cet égard, que les négociations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne Fédérale se soient engagées sur la discussion d'un accord de renoncement à la force dans les rapports germano-soviétiques, d'une sorte de pacte de non-agression.

En ce domaine, la reconnaissance par Bonn de la ligne Oder-Neisse, et la reconnaissance plus ou moins officielle de la R.D.A. seraient, de la part du gouver-nement ouest-allemand deux concessions majeures, et certains se demanderont ce qu'il pourrait en attendre en échange.

La reconnaissance de la ligne Oder-Neisse retirerait aux dirigeants de l'Allemagne Fédérale ce qui était, jusqu'ici, vis-à-vis de l'opinion publique allemande, leur meilleur argument pour nier toute représentativité à ceux de la R.D.A. : la preuve que ceux-ci n'étaient que des marionnettes aux mains des Russes, c'était qu'ils avaient accepté, eux, de reconnaître depuis longtemps cette fameuse ligne Oder-Neisse, qu'ils avaient accepté d'abandonner ainsi, avec en particulier la Silésie et la Prusse Orientale, toute une partie du territoire national.

Mais paradoxalement, la reconnaissance, après cela, de la R.D.A., ne serait qu'une concession de moindre importance, et qui, elle, serait au fond pleine d'avantages, en retour, pour l'Allemagne Fédérale. Car la reconnaissance de la R.D.A., cela signifierait nécessairement l'établissement de rapports économiques de plus en plus étroits entre les deux Allemagnes, et cela aboutirait inévitablement à renforcer en R.D.A. les tendances centrifiges, par rapport à Moscou, qui y tendances centrifuges, par rapport à Moscou, qui y existent, comme d'ailleurs dans toutes les démocraties populaires.

Nous n'en sommes évidemment pas là. Nous n'en sommes qu'aux premières discussions, et il n'est pas impossible non plus que tout cela finisse par éclater comme une énorme bulle de savon, sans qu'il en reste

Mais les conversations Bonn-Moscou n'en marquent peut-être pas moins le début d'une nouvelle période dans les rapports entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme (et aussi bien l'impérialismes européens) sur ce continent. Sans que impérialismes européens) sur ce continent. Sans que impérialismes européens) sur ce continent. Sans que bien entendu, et comme à l'habitude, le droit et la volonté des peuples soient jamais pris en considération par aucun des interlocuteurs.

### Meeting Lutte Ouvrière:

### LA RÉVOLTE **PAYSANS**



Photo U.P.I.

Manifestation paysanne à Cherbourg le 12 décembre.

1.200 personnes environ étaient venues en dépit de la grippe, le vendredi 12 décembre à la Mutualité, pour assister à la réunion publique organisée par Lutte Ouvrière sur « la révolte des paysans et la classe ouvrière ».

Le meeting s'ouvrit par une double protestation, la première contre l'interdiction en France de la revue Le Point et la seconde contre la condamnation en Italie du directeur de Potere Operaio à une peine de quinze mois de

prison ferme.

Puis, dans son introduction, le président de séance fit le point sur la politique actuelle du gouvernement et son recours systématique à l'anticommunisme. Il tenta de définir le sens de cette évolution et les formes qu'elle pourrait prendre, Il montra enfin comment, dans le succès ou l'échec de cette politique, compteront pour beaucoup la position de la C.F.D.T. et les réactions spontanées de la classe ouvrière.

C'est devant une salle particulièrement amicale et attentive

que le premier orateur rappela les récents mouvements paysans et les formes humoristiques de leur contestation. Il évoqua aussi comment ces mouvements animés par des militants de l'aile radicale de la C.N.J.A., devaient beaucoup plus à la colère spontanée des « croquants » qu'aux directions des grandes organisations syndicales paysannes F.N.S. E.A. et C.N.J.A., toutes deux re-paires de grands propriétaires et toutes deux liées d'une façon plus ou moins ouverte au gouvernement. Il insista en conclusion sur les aspects nouveaux de ces manifestations; action directe et en particulier en Loire-Atlantique et Gironde, liaisons établies et recherchées avec les syndicats ouvriers, acceptation enfin de la présence d'étudiants gauchistes et de leurs drapeaux.

Le deuxième orateur exposa les raisons du mécontentement paysan, les revendications souvent réactionnaires mises en avant par leurs organisations syndicales, l'échec de leurs mouve-

ments antérieurs et l'impasse dramatique dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui que le plan Vedel prévoit froidement, au nom de la rationalipation, la disparition de cinq exploitations sur six!

Il appartenait au dernier orateur de rappeler la position des

socialistes devant les problèmes paysans, et sous l'emblème de la faucille et du marteau entre-croisés l'alliance entre ouvriers et paysans que le communisme a toujours inclue dans son programme et sa stratégie. Au soutien pur et simple des revendications paysannes, il opposa les grandes lignes des revendications qu'un parti révolutionnaire inscrirait à son programme pour dé-fendre les petits paysans, les gagner au combat socialiste et les engager dans la lutte aux côtés des travailleurs.

Le meeting s'acheva tradition-nellement aux accents de l'Internationale.

P.S. - Nos lecteurs trouveront dans nos prochains numéros de larges extraits des différentes interventions.

L'OUVERTURE

# CENSURE

Le journal « Le Point » que des intellectuels d'extrême-gauche éditent en Belgique, s'est vu à nouveau interdire sa diffusion en France. Avec la revue « Tricontinental » cela fait donc deux publications soustraites au public français.

Ces interdictions relèvent du plus strict arbitraire policier. Ces atteintes successives à l'une des libertés démocratiques fondamentales ne sont peut-être que des coups de sonde avant de s'attaquer à la presse révolutionnaire en général.

Lutte Ouvrière élève une vigoureuse protestation contre ces procédés policiers et assure les camarades du Point de son entière solidarité.

# A bas l'intervention

Le gouvernement français mène au Tchad une guerre coloniale inavouée. Des milliers d'hommes sont envoyés pour imposer au peu-ple tchadien le gouvernement fantoche de Tombalbaye, agent de l'impérialisme.

Contre l'intervention militaire française dans les affaires d'un peuple souverain.

Pour le retrait immédiat des troupes françaises au Tchad.

MEETING PUBLIC VENDREDI 19 DECEMBRE

A LA MUTUALITE (Salle B., à 20 h 30)

Organisateurs du meeting

Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, Association Générale des Travailleurs Antillo-Guyannais, Mouvement contre le Racisme Anti-Arabe, M.D.P.L., Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire, Lutte Ouvrière, Parti Socialiste Unifié.